

Rapport annuel

2019

Table des matières

Rapport de gestion	2
Rapport de l'auditeur indépendant	41
États consolidés de la situation financière	43
États consolidés du résultat net	44
États consolidés du résultat global	45
États consolidés des variations des capitaux propres	46
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	47
Notes complémentaires	48-92

Message aux actionnaires

Le 13 février 2020

Chères et chers actionnaires,

En 2019, votre équipe de la direction et tous nos collègues chez PJ ont continué de consolider et d'accroître la valeur de notre société. Cet exercice s'est caractérisé par des réalisations marquantes. Nous avons notamment:

- **Apporté des améliorations constantes pour redresser la courbe des produits d'exploitation.** À chaque trimestre durant l'exercice, nos mesures ont permis d'améliorer le taux de variation des produits d'exploitation d'un exercice à l'autre dans notre secteur PJ.
- **Atteint un taux de rentabilité élevé.** Pour l'exercice complet, notre profit (évalué en fonction du BAIIA ajusté¹) correspond à 40,0 % des produits d'exploitation.
- **Réduit considérablement notre dette.** Nous avons réduit notre dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location¹, de 70 % pour la ramener à seulement 54 millions de dollars à la fin de l'exercice, compte tenu du remboursement intégral de nos billets garantis de premier rang trois ans avant l'échéance. Notre dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location, a la fin de l'exercice, avait diminué de 302 millions de dollars par rapport au niveau où elle se situait il y a à peine huit trimestres.
- **Annoncé notre intention de rembourser intégralement notre dette.** Nous entendons rembourser intégralement le solde de notre dette, nos déventures échangeables, le 31 mai 2021 ou peu après cette date.
- **Annoncé notre intention de commencer à verser un dividende en espèces régulier.** Nous entendons commencer à verser un dividende trimestriel régulier de 11 cents par action ordinaire à compter du deuxième trimestre de 2020.
- **Continuons d'investir pour l'avenir.** Nous continuons à investir dans notre entreprise, à des niveaux que nous jugeons optimaux, notamment en vue d'augmenter considérablement notre effectif de télévente afin de redresser davantage la courbe des produits d'exploitation.

En à peine deux ans, nous estimons que nous avons produit des résultats solides et que nous avons établi les bases pour mener notre société vers un avenir prometteur. Merci de votre appui constant.

Le président et chef de la direction,



David A. Eckert

Président et chef de la direction

¹⁾ Le BAIIA ajusté correspond au bénéfice d'exploitation avant amortissements, ainsi que les frais de restructuration et autres charges (défini dans les présentes comme étant le BAIIA ajusté), tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat de Pages Jaunes Limitée. La dette nette, exclusion faite des obligations liées à des contrats de location, est constituée des billets garantis de premier rang (y compris la tranche courante) et des déventures échangeables, moins la trésorerie et la trésorerie soumise à des restrictions, telle qu'elle est présentée dans nos états consolidés de la situation financière. Le BAIIA ajusté et la dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location, sont des mesures financières non conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous utilisons la dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location, comme un indicateur de la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières et de réduire sa dette ainsi que les charges d'intérêts connexes puisqu'elles représentent le montant de la dette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location, qui n'est pas couvert par les liquidités disponibles. Nous estimons que certains investisseurs et analystes utilisent la dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location, pour déterminer l'effet de levier financier d'une société. La mesure financière conforme aux normes IFRS la plus comparable est la dette totale, telle qu'elle est présentée dans la note relative aux informations à fournir concernant le capital de nos états financiers consolidés annuels. Le tableau ci-après présente un rapprochement de la dette totale et de la dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location.

Dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location (en milliers de dollars canadiens)

Au	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Billets garantis de premier rang	- \$	167 489 \$
Déventures échangeables	98 537	96 179
Obligations liées à des contrats de location	57 885	75 320
Dette totale	156 422 \$	338 988 \$
Obligations liées à des contrats de location	(57 885)	(75 320)
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	(44 408)	(81 452)
Dette nette, à l'exclusion des obligations liées à des contrats de location	54 129 \$	182 216 \$

Rapport de gestion

Le 12 février 2020

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, publié le 13 février 2020. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation de la performance.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), vendue le 23 juillet 2018, YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)], Bookenda Limitée (Bookenda), vendue le 30 avril 2019, Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), vendue le 30 avril 2019, 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree), vendues le 6 juillet 2018, Publicité Juice DMS Limitée, vendue le 31 décembre 2018 et Juice Mobile USA LLC, dissoute le 20 décembre 2018 (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE), et 9778748 Canada Inc. (Totem), vendue le 31 mai 2018].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, y compris un éventuel remboursement des débetures échangeables de la Société en totalité à leur valeur nominale le 31 mai 2021 ou peu après cette date et le début du versement d'un dividende trimestriel de 0,11 \$ par action ordinaire à compter du deuxième trimestre de 2020, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 12 février 2020, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.

- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et la performance d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de performances futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou cette performance seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou la performance réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle:

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société;
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté » et « marge sur BAIIA ajusté »)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de la performance conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer la performance de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 31 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer la performance d'une entreprise.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux normes IFRS et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, présentés dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de performance clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Veuillez vous reporter aux pages 6 et 13 du présent rapport de gestion pour un rapprochement des dépenses d'investissement et du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, respectivement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente et l'équipe de service à la clientèle de la Société, qui compte plus de 300 professionnels dévoués, offrent cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 153 300 PME.

Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société, énumérés par secteur, est fournie ci-dessous.

Secteur PJ

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

Secteur Autre

- PJ Resto^{MC} (vendue le 30 avril 2019) – média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Bookenda.com (vendue le 30 avril 2019) – plateforme transactionnelle en ligne qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.
- RedFlagDeals.com^{MC} (vendue le 22 août 2018) – fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- Pages Jaunes Immobilier (vendue le 23 juillet 2018) – offrait aux Canadiens des renseignements leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés.
- DuProprio/ComFree (vendue le 6 juillet 2018) – site immobilier numérique au Québec, qui offrait aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Western Media Group (vendue le 31 mai 2018) – revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire de l'amélioration continue de la rentabilité opérationnelle et de l'efficacité des dépenses d'investissement. L'amélioration à long terme de la rentabilité dépend de la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 161,3 M\$, ou 40,0 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 192,6 M\$, ou 33,4 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué pour se chiffrer à 151,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 180,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Produits tirés des médias et solutions numériques du secteur PJ : les produits tirés des médias et solutions numériques du secteur PJ ont diminué de 16,5 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 298,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.
- Nombre de clients¹ et produits moyens par client² du secteur PJ : le nombre de clients du secteur PJ a diminué pour s'établir à 153 300 clients pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 186 700 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 33 400 clients pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à un recul de 40 600 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits moyens par client du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 se sont chiffrés à 2 567 \$ comparativement à 2 488 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, ce qui représente une augmentation de 3,2 %.

¹ Le nombre de clients du secteur PJ correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

² Les produits moyens par client du secteur PJ correspondent à la moyenne des produits tirés des contrats par client du secteur PJ sur les douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2019	2018	2019	2018
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1 973 \$	3 201 \$	9 647 \$	14 287 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8	839	91	1 899
Moins : Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	–	–	–	(4 150)
Dépenses d'investissement	1 981 \$	4 040 \$	9 738 \$	12 036 \$

Effectif¹

Aux 31 décembre	2019	2018	Variation
PJ	768	964	(196)
Autre	–	46	(46)
Effectif total	768	1 010	(242)

¹ La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour 2019 par rapport à 2018 et 2017. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 4 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018	2017 (données retraitées) ¹
Produits	403 213 \$	577 195 \$	727 967 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	161 345 \$	192 565 \$	183 109 \$
Marge sur BAIIA ajusté	40,0 %	33,4 %	25,2 %
Bénéfice net (perte nette)	94 669 \$	82 809 \$	(594 482) \$
Bénéfice (perte) de base par action	3,57 \$	3,13 \$	(22,52) \$
Dépenses d'investissement	9 738 \$	12 036 \$	60 885 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	151 607 \$	180 529 \$	122 224 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	144 759 \$	134 659 \$	116 577 \$

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Produits

(en milliers de dollars canadiens)



BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens)



BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)



Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)



Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2019	% des produits	2018	% des produits	2017 (données retraitées) ¹	% des produits
Pour les exercices clos les 31 décembre						
Produits	403 213 \$		577 195 \$		727 967 \$	
Coût des produits vendus ²	158 674	39,4 %	237 541	41,2 %	344 447	47,3 %
Marge brute ²	244 539	60,6 %	339 654	58,8 %	383 520	52,7 %
Autres coûts d'exploitation ²	83 194	20,6 %	147 089	25,5 %	200 411	27,5 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	161 345	40,0 %	192 565	33,4 %	183 109	25,2 %
Amortissements	39 109	9,7 %	76 094	13,2 %	112 965	15,5 %
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	-	-	-	-	507 032	69,7 %
Frais de restructuration et autres charges	12 499	3,1 %	15 862	2,7 %	34 400	4,7 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	109 737	27,2 %	100 609	17,4 %	(471 288)	(64,7) %
Charges financières, montant net	39 600	9,8 %	54 729	9,5 %	53 946	7,4 %
Perte (profit) à la vente d'entreprises	367	0,1 %	(6 129)	(1,1) %	-	-
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	-	-	-	-	3 720	0,5 %
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	69 770	17,3 %	52 009	9,0 %	(528 954)	(72,7) %
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(24 899)	(6,2) %	(30 800)	(5,3) %	63 424	8,7 %
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	-	-	-	-	2 104	0,3 %
Bénéfice net (perte nette)	94 669 \$	23,5 %	82 809 \$	14,3 %	(594 482) \$	(81,7) %
Bénéfice (perte) de base par action	3,57 \$		3,13 \$		(22,52) \$	
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	3,16 \$		2,78 \$		(22,52) \$	

	2019	2018	2017 (données retraitées) ²
Aux 31 décembre			
Total de l'actif	326 878 \$	442 369 \$	601 527 \$
Billets garantis de premier rang (y compris la tranche courante)	- \$	167 489 \$	308 898 \$
Débtures échangeables	98 537 \$	96 179 \$	94 067 \$
Ratio total des billets garantis de premier rang et des débtures échangeables/total de l'actif	30,1%	59,6%	67,0%

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

² Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

Information sectorielle

À la suite des changements organisationnels apportés tout au long de l'exercice 2018, y compris la cession ou la liquidation de plusieurs sociétés liées, la Société a apporté des changements, au cours du premier trimestre de 2019, à la façon dont elle gère ses activités pour évaluer la performance et affecter les ressources. Les activités de la Société ont été classées en deux secteurs à présenter, soit : PJ et Autre. Les chiffres comparatifs ont été retraités pour refléter les changements apportés aux secteurs à présenter.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Le secteur comprend aussi le service d'annuaire numérique 411.ca, qui aide les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles, qui a été intégré dans la filiale entièrement détenue de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, au 30 septembre 2019.

Le secteur Autre comprend PJ Resto, un média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations jusqu'à sa vente le 30 avril 2019. Ce secteur comprenait aussi Mediative, jusqu'à sa liquidation le 31 janvier 2019. Mediative offrait des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. Les activités des entreprises vendues en 2018 sont aussi comprises dans ce secteur jusqu'à leur date de cession respective, soit :

- Totem, qui offrait la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales jusqu'à sa vente le 31 mai 2018;
- Western Media Group, des revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien jusqu'à sa vente le 31 mai 2018;
- RedFlagDeals.com^{MC}, un fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018;
- DuProprio/ComFree (DPCF), qui offrait aux propriétaires de maison canadiens des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse jusqu'à sa vente le 6 juillet 2018;
- Pages Jaunes Immobilier jusqu'à sa vente le 23 juillet 2018;
- La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE Mobile, qui facilitaient l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les annonceurs jusqu'à sa vente le 31 décembre 2018.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation.

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

Comparaison de l'exercice 2019 et de l'exercice 2018

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2019	2018	Variation en %
Pour les exercices clos les 31 décembre			
Médias numériques	298 762 \$	357 705 \$	(16,5) %
Médias imprimés	103 177	127 897	(19,3) %
PJ	401 939 \$	485 602 \$	(17,2) %
Médias numériques	1 274	84 534	(98,5) %
Médias imprimés	–	8 043	(100,0) %
Autre	1 274	92 577	(98,6) %
Médias numériques	–	(958)	n.s.
Médias imprimés	–	(26)	n.s.
Éliminations intersectorielles	–	(984)	n.s.
Médias numériques	300 036 \$	441 281 \$	(32,0) %
Médias imprimés	103 177 \$	135 914 \$	(24,1) %
Total des produits	403 213 \$	577 195 \$	(30,1) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le total des produits a diminué de 174,0 M\$, ou 30,1 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 403,2 M\$, comparativement à 577,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits est imputable aux cessions dans le secteur Autre et à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés dans le secteur PJ.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 141,2 M\$, ou 32,0 %, d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 300,0 M\$, comparativement à 441,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques est attribuable aux cessions dans le secteur Autre et à la baisse des produits dans le secteur PJ.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 32,7 M\$, ou 24,1 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 103,2 M\$. La baisse des produits tirés des médias imprimés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 est attribuable à la baisse des produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 83,7 M\$, ou 17,2 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 401,9 M\$, comparativement à 485,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est principalement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges brutes.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 16,5 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 298,8 M\$, contre 357,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client pour un sixième trimestre consécutif. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle essentiellement de la baisse de l'acquisition de clients, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 19,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 103,2 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés du secteur Autre ont totalisé 1,3 M\$, comparativement à 92,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Autre est attribuable aux cessions.

Marge brute¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	243 889 \$	60,7 %	306 157 \$	63,0 %	(20,3) %
Autre	650	51,0 %	33 660	36,4 %	(98,1) %
Éliminations intersectorielles	-	-	(163)	n.s.	n.s.
Total de la marge brute	244 539 \$	60,6 %	339 654 \$	58,8 %	(28,0) %

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la marge brute a diminué pour s'établir à 244,5 M\$, ou 60,6 % du total des produits, comparativement à 339,7 M\$, ou 58,8 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute est attribuable aux pressions exercées par la baisse globale des produits et le changement dans la composition des produits dans le secteur PJ, ainsi qu'aux cessions dans le secteur Autre. L'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits s'explique par l'effet dilutif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018.

Marge brute des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la marge brute a totalisé 243,9 M\$, ou 60,7 % des produits, comparativement à 306,2 M\$, ou 63,0 % des produits, pour la période correspondante de 2018. La diminution de la marge brute et de la marge brute en pourcentage des produits découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, de même que des investissements dans le service à la clientèle à compter du deuxième trimestre de 2019 et des investissements dans l'acquisition de nouveaux clients au quatrième trimestre de 2019. Les pressions exercées sur les produits et les investissements dans le service à la clientèle et dans l'acquisition de nouveaux clients ont été contrebalancés en partie par l'amélioration de l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions de coûts ainsi que de la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services. Ces mesures comprenaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018 et des consolidations des centres d'appel et l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018.

Autre

La marge brute du secteur Autre a totalisé 0,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 33,7 M\$, ou 36,4 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est imputable aux cessions.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	161 014 \$	40,1 %	185 026 \$	38,1 %	(13,0) %
Autre	331	n.s.	7 539	8,1 %	(95,6) %
Total du BAIIA ajusté	161 345 \$	40,0 %	192 565 \$	33,4 %	(16,2) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 31,2 M\$, ou 16,2 %, pour s'établir à 161,3 M\$, comparativement à 192,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'est établie à 40,0 %, comparativement à 33,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du BAIIA ajusté est attribuable aux pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre. La hausse de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'explique principalement par l'effet dilutif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018 et par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation. Les réductions ont contrebalancé en totalité les pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Le BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a totalisé 161,0 M\$, comparativement à 185,0 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution du BAIIA ajusté découle de la baisse globale des produits, des pressions exercées par le changement de la composition des produits et des investissements dans le service à la clientèle. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a augmenté pour s'établir à 40,1 %, comparativement à 38,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'explique par les pressions exercées sur les produits et par les investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients, qui ont été contrebalancés en totalité par la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation. La diminution du coût des produits vendus est essentiellement attribuable aux réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018, aux consolidations des centres d'appel et à l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018. La diminution des autres coûts d'exploitation découle des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur, ainsi que d'un ajustement à la charge de rémunération variable au premier trimestre de 2019 essentiellement attribuable à l'attrition de l'effectif et aux performances de l'exercice précédent.

Autre

Le BAIIA ajusté du secteur Autre s'est établi à 0,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 7,5 M\$, ou 8,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution d'un exercice à l'autre est attribuable aux cessions.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018	Variation en %
BAlIA ajusté	161 014 \$	185 026 \$	(13,0) %
Dépenses d'investissement	9 460	9 556	(1,0) %
PJ	151 554 \$	175 470 \$	(13,6) %
BAlIA ajusté	331	7 539	(95,6) %
Dépenses d'investissement	278	2 480	(88,8) %
Autre	53	5 059	(99,0) %
BAlIA ajusté	161 345 \$	192 565 \$	(16,2) %
Dépenses d'investissement	9 738 \$	12 036 \$	(19,1) %
Total du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement	151 607 \$	180 529 \$	(16,0) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 28,9 M\$, ou 16,0 %, pour s'établir à 151,6 M\$, comparativement à 180,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a surtout subi l'incidence de la baisse du BAlIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels, en plus de l'incidence négative des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus en 2018.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a totalisé 151,6 M\$, comparativement à 175,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est attribuable essentiellement à la baisse du BAlIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et s'explique aussi par l'incidence négative des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus en 2018.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre est minime, comparativement à 5,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre découle des cessions.

Amortissements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 39,1 M\$, comparativement à 76,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Indemnités, avantages et remplacement externe	10 767 \$	31 231 \$
Règlement d'un litige	(99)	(14 095)
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	371	(2 029)
Coûts (économies) lié(e)s à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économies sur coûts des services passés), montant net	(980)	755
Autres frais	2 440	–
Total des frais de restructuration et autres charges	12 499 \$	15 862 \$

La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 12,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, soit des frais de restructuration de 12,1 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 1,9 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 0,3 M\$ liée à la cession de logiciels, qui ont été contrebalancés par un recouvrement net de 1,8 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$, qui comprennent des frais de restructuration de 32,0 M\$ attribuables essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 14,1 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. Les frais de restructuration ont aussi été contrebalancés par un recouvrement net de 1,6 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location, qui a été contrebalancé en partie par une perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et un recouvrement net de 0,4 M\$ relatif aux coûts d'exploitation futurs pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux.

Charges financières

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 39,6 M\$, comparativement à 54,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à une baisse du niveau d'endettement à la suite des remboursements des billets garantis de premier rang. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des contrats de location-acquisition, s'établissait à 9,0 % par année au 31 décembre 2019 (2018 – 9,2 %).

(Économie) charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 était de 26,8 %, comparativement à 26,9 % pour la période correspondante de 2018. La Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 24,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$. La Société a comptabilisé une économie d'impôt de 35,7 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (2018 – économie d'impôt de 59,2 %). Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

En comparaison, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 30,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 8,5 M\$ et au règlement de positions fiscales incertaines de 38,6 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La Société a comptabilisé une économie d'impôt de 35,7 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à une économie d'impôt de 59,2 % pour l'exercice clos en 2018. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant, au règlement de positions fiscales incertaines et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé un bénéfice net de 94,7 M\$, comparativement à 82,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent est essentiellement attribuable à la diminution de la dotation aux amortissements et à la baisse des charges financières découlant d'une diminution du niveau d'endettement à la suite du remboursement des billets garantis de premier rang, facteurs contrebalancés en partie par une baisse du BAIIA ajusté et une économie d'impôt moins élevée.

Comparaison de l'exercice 2018 et de l'exercice 2017

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017 (données retraitées) ¹	Variation en %
Médias numériques	357 705 \$	417 466 \$	(14,3) %
Médias imprimés	127 897	165 674	(22,8) %
PJ	485 602 \$	583 140 \$	(16,7) %
Médias numériques	84 534	125 026	(32,4) %
Médias imprimés	8 043	21 253	(62,2) %
Autre	92 577	146 279	(36,7) %
Médias numériques	(958)	(1 385)	(30,8) %
Médias imprimés	(26)	(67)	n.s.
Éliminations intersectorielles	(984)	(1 452)	(32,2) %
Médias numériques	441 281 \$	541 107 \$	(18,4) %
Médias imprimés	135 914 \$	186 860 \$	(27,3) %
Total des produits	577 195 \$	727 967 \$	(20,7) %

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des produits s'est chiffré à 577,2 M\$, comparativement à 728,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 20,7 % d'un exercice à l'autre, soit 150,8 M\$, dont une tranche de 33,3 M\$ est attribuable aux entreprises cédées dans le secteur Autre. Mise à part la diminution découlant des cessions, la diminution du total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est imputable à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques dans tous les secteurs ainsi qu'à la baisse des produits tirés des médias imprimés dans le secteur PJ.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des produits tirés des médias et solutions numériques s'est établi à 441,3 M\$, ou 76,5 % des produits, ce qui représente une baisse de 18,4 % d'un exercice à l'autre, soit 99,8 M\$, dont une tranche de 20,0 M\$ est attribuable aux entreprises cédées dans le secteur Autre, contre 541,1 M\$, ou 74,3 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Mise à part la diminution attribuable aux cessions, la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est attribuable à la baisse des produits dans les deux secteurs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le total des produits tirés des médias imprimés s'est établi à 135,9 M\$, ce qui représente une diminution de 27,3 % d'un exercice à l'autre, soit 50,9 M\$, dont une tranche de 13,2 M\$ est attribuable aux entreprises cédées. Mise à part la diminution attribuable aux cessions, la baisse des produits tirés des médias imprimés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est attribuable au secteur PJ.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits du secteur PJ ont diminué de 97,5 M\$, ou 16,7 %, pour s'établir à 485,6 M\$, comparativement à 583,1 M\$ pour la période correspondante de 2017. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est principalement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée. Ce changement dans la composition des produits a exercé une pression sur nos marges brutes.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 14,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 357,7 M\$, contre 417,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, contrebalancée en partie par une hausse des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle à la fois de la baisse de l'acquisition de clients en 2018, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité, et du taux plus élevé de roulement, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients achetant des solutions d'entrée de gamme en 2016 et 2017, lesquels présentent habituellement un taux plus élevé de roulement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 22,8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 127,9 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur Autre ont diminué de 53,7 M\$, dont un montant de 33,3 M\$ est attribuable aux entreprises cédées, pour se chiffrer à 92,6 M\$, comparativement à 146,3 M\$ pour la période correspondante de 2017. La diminution des produits tirés du secteur Autre s'explique principalement par la cession, par la Société, des activités d'exploitation de Comfree en juillet 2018, par l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, par la vente de Totem le 31 mai 2018, ainsi que par la réduction progressive des activités de Mediative.

Marge brute¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	% des produits	2017 (données retraitées) ²	% des produits	Variation en %
PJ	306 157 \$	63,0 %	339 477 \$	58,2 %	(9,8) %
Autre	33 660	36,4 %	44 537	30,4 %	(24,4) %
Éliminations intersectorielles	(163)	n.s.	(495)	n.s.	(67,1) %
Total de la marge brute	339 654 \$	58,8 %	383 519 \$	52,7 %	(11,4) %

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

² Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute s'est chiffrée à 339,7 M\$, ou 58,8 % du total des produits, ce qui représente une diminution de 43,9 M\$ d'un exercice à l'autre, dont une tranche de 14,2 M\$ est attribuable aux entreprises cédées, comparativement à 383,5 M\$, ou 52,7 % du total des produits, pour la période correspondante de 2017. L'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits s'explique par les mesures de réduction des coûts, ainsi que par les efforts axés sur la rentabilité des produits et services, qui ont contrebalancé les pressions découlant de la diminution des produits et du changement dans la composition des produits.

Marge brute des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute s'est établie à 306,2 M\$, ou 63,0 % des produits, comparativement à 339,5 M\$, ou 58,2 % des produits, pour la période correspondante de 2017. La diminution de la marge brute découle d'une baisse des produits et du changement dans la composition des produits. La marge brute en pourcentage des produits a augmenté, puisque les pressions exercées sur les produits ont été plus que contrebalancées par les mesures de réduction des coûts, ainsi

que par les efforts axés sur la rentabilité des produits et services. Ces mesures comprenaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018, des consolidations des centres d'appel et l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018, de même que les efforts supplémentaires mis sur les ventes rentables tout au long de 2018.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la marge brute du secteur Autre s'est établie à 33,7 M\$, ou 36,4 % des produits, comparativement à 44,5 M\$, ou 30,4 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. La diminution de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique par la baisse des produits, contrebalancée en partie par une amélioration de la marge brute en pourcentage des produits découlant de la réduction des coûts.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	% des produits	2017	% des produits	Variation en %
			(données retraitées) ¹		
PJ	185 026 \$	38,1 %	182 590 \$	31,3 %	1,3 %
Autre	7 539	8,1 %	519	0,4 %	n.s.
Total du BAIIA ajusté	192 565 \$	33,4 %	183 109 \$	25,2 %	5,2 %

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté a augmenté de 9,5 M\$, ou 5,2 %, pour s'établir à 192,6 M\$, comparativement à 183,1 M\$ pour la période correspondante de 2017. Notre marge sur BAIIA ajusté s'est établie à 33,4 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 25,2 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter

PJ

Le BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 a augmenté pour s'établir à 185,0 M\$, comparativement à 182,6 M\$ pour la période correspondante de 2017. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevée à 38,1 %, comparativement à 31,3 % pour la période correspondante de 2017. Malgré la baisse globale des produits et les pressions exercées sur les marges, notre BAIIA ajusté et marge sur BAIIA ajusté ont augmenté en raison d'une concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et des réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

Autre

Le BAIIA ajusté du secteur Autre pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevé à 7,5 M\$, ou 8,1 % des produits, comparativement à 0,5 M\$, ou 0,4 % des produits, pour la période correspondante de 2017. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 découle de l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, et des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés. Le BAIIA ajusté de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est aussi amélioré par rapport à la période correspondante de 2017 en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au cours du premier trimestre de 2017.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017 (données retraitées) ¹	Variation en %
Pour les exercices clos les 31 décembre			
BAlIA ajusté	185 026 \$	182 590 \$	1,3 %
Dépenses d'investissement	9 556	53 772	(82,2) %
PJ	175 470 \$	128 818 \$	36,2 %
BAlIA ajusté	7 539	519	n.s.
Dépenses d'investissement	2 480	7 113	(65,1) %
Autre	5 059	(6 594)	n.s.
BAlIA ajusté	192 565 \$	183 109 \$	5,2 %
Dépenses d'investissement	12 036 \$	60 885 \$	(80,2) %
Total du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement	180 529 \$	122 224 \$	47,7 %

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté de 58,3 M\$, ou 47,7 %, pour s'établir à 180,5 M\$, comparativement à 122,2 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique surtout par la hausse du BAlIA ajusté et la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a totalisé 175,5 M\$, comparativement à 128,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'explique surtout par la hausse du BAlIA ajusté et la baisse des dépenses d'investissement relatives au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre a augmenté pour se chiffrer à 5,1 M\$, comparativement à une perte de 6,6 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'amélioration du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement découle de l'augmentation du BAlIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement liées au développement de logiciels.

Amortissements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 76,1 M\$, comparativement à 113,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, surtout en raison de la diminution du solde d'ouverture des immobilisations incorporelles à la suite de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017 et de la diminution des dépenses liées au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2018	2017 (données retraitées) ¹
Indemnités, avantages et remplacement externe	31 231 \$	15 098 \$
Règlement d'un litige	(14 095)	–
Perte de valeur (recouvrement) des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(2 029)	17 188
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés, montant net	755	1 332
Coûts de transaction	–	601
Autres frais	–	181
Total des frais de restructuration et autres charges	15 862 \$	34 400 \$

¹ Données retraitées pour refléter l'adoption de nouvelles Normes internationales d'information financière ayant une incidence sur les états financiers consolidés.

La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (2017 – 34,4 M\$), qui comprennent des frais de restructuration et autres charges de 31,2 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 14,1 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. En outre, les frais de restructuration et autres charges ont été contrebalancés par un recouvrement net de 2,0 M\$ lié à la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux. Ce montant comprend un recouvrement net de 7,3 M\$ découlant d'un recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location, facteur contrebalancé en partie par la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et les coûts d'exploitation futurs pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 34,4 M\$, se rapportant surtout à des réorganisations internes et à des réductions de la main-d'œuvre de 15,1 M\$ ainsi qu'à des fermetures de bureaux de 17,2 M\$. Les coûts de transaction de 0,6 M\$ se rapportent principalement aux frais connexes à l'acquisition.

Charges financières

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les charges financières ont augmenté pour se chiffrer à 54,7 M\$, comparativement à 53,9 M\$ pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation s'explique principalement par l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant en capital de 315,0 M\$ le 19 octobre 2017, qui portent intérêt à un taux plus élevé que les billets garantis de premier rang précédents. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des contrats de location-acquisition, s'établissait à 9,2 % par année au 31 décembre 2018 (2017 – 8,5 %).

(Économie) charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 était de 26,9 %, comparativement à 26,8 % pour la période correspondante de 2017. La Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 30,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 8,5 M\$ et au règlement de positions fiscales incertaines de 38,6 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

En comparaison, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 63,4 M\$, qui comprenait une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une réduction de valeur du même montant liée à une perte de valeur de 500,0 M\$ de certaines immobilisations incorporelles et du goodwill comptabilisée au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une résorption d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui a représenté une charge d'impôt sur le résultat d'environ 70,0 M\$. Ces charges sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La Société a comptabilisé une économie d'impôt de 59,2 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à une charge d'impôt sur le résultat de (12) % sur la perte pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant, au règlement de positions fiscales incertaines et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour 2017 est essentiellement attribuable à la résorption et à la non-comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles de l'exercice considéré et des exercices précédents.

Bénéfice net (perte nette)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 82,8 M\$, comparativement à une perte nette de 594,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Nonobstant la charge pour perte de valeur de 507,0 M\$ comptabilisée en 2017, l'amélioration du bénéfice net s'explique essentiellement par l'augmentation du BAIIA ajusté, par la baisse de la dotation aux amortissements et des frais de restructuration et autres charges, par un profit à la vente d'entreprises et par une économie d'impôt.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2019				2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits du secteur PJ	93 507 \$	98 147 \$	106 610 \$	103 675 \$	110 782 \$	117 647 \$	129 339 \$	127 834 \$
Produits du secteur Autre et éliminations intersectorielles	–	–	162	1 112	13 737	12 503	33 873	31 480
Total des produits	93 507 \$	98 147 \$	106 772 \$	104 787 \$	124 519 \$	130 150 \$	163 212 \$	159 314 \$
Coûts d'exploitation	58 751	60 361	63 350	59 406	83 370	83 889	105 990	111 381
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	34 756	37 786	43 422	45 381	41 149	46 261	57 222	47 933
Marge sur BAIIA ajusté	37,2 %	38,5 %	40,7 %	43,3 %	33,0 %	35,5 %	35,1 %	30,1 %
Amortissements	8 678	9 221	10 082	11 128	17 063	18 945	19 202	20 884
Frais de restructuration et autres charges (recouvrement)	5 719	2 347	1 571	2 862	1 198	5 220	(1 754)	11 198
Bénéfice d'exploitation	20 359	26 218	31 769	31 391	22 888	22 096	39 774	15 851
Charges financières, montant net	7 360	7 019	11 456	13 765	13 516	13 074	13 977	14 162
Perte (profit) à la vente d'entreprises	10	160	197	–	(205)	(6 827)	903	–
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(40 608)	5 200	5 543	4 966	(30 380)	(11 276)	8 248	2 608
Bénéfice net (perte nette)	53 597 \$	13 839 \$	14 573 \$	12 660 \$	39 957 \$	27 125 \$	16 646 \$	(919) \$
Bénéfice (perte) de base par action	2,02 \$	0,52 \$	0,55 \$	0,48 \$	1,51 \$	1,03 \$	0,63 \$	(0,03) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	1,70 \$	0,49 \$	0,51 \$	0,45 \$	1,28 \$	0,89 \$	0,56 \$	(0,03) \$

Les tendances séquentielles au chapitre des produits trimestriels sont influencées par les calendriers de distribution des publications imprimées du secteur PJ, pour lequel le deuxième trimestre est le trimestre le plus solide. Les produits trimestriels ont diminué d'un exercice à l'autre essentiellement en raison de la baisse des produits au sein du secteur PJ liée à la perte globale de clients, facteur contrebalancé en partie par une augmentation des produits moyens par client au cours des six derniers trimestres. La baisse des produits dans le secteur Autre découle de la cession ou de la liquidation d'entreprises qui n'étaient pas rentables ou synergiques tout au long de 2018 et au cours des deux premiers trimestres de 2019.

Les coûts d'exploitation ont diminué au cours des périodes en raison de la baisse des produits, d'une concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et des réductions dans notre structure de coûts en 2018 et 2019. Ces mesures étaient liées aux réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle, au premier trimestre de 2018, aux consolidations des centres d'appel et à l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018, aux réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, aux réductions des espaces de bureaux de la Société, à l'optimisation des coûts liés à l'infrastructure technologique et aux autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur PJ. Ces initiatives de réduction de coûts ont été contrebalancées en partie par les investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients à compter du troisième trimestre de 2019. Les résultats du premier trimestre de 2019 ont aussi bénéficié d'un ajustement à la charge de rémunération variable essentiellement attribuable à l'attrition de l'effectif et aux performances de l'exercice précédent. En outre, la cession d'entreprises s'est traduite par une diminution des coûts d'exploitation au deuxième semestre de 2018, laquelle s'est poursuivie tout au long de 2019 à la suite de la conclusion de la liquidation de la division Mediative au premier trimestre et de la vente de PJ Resto et de Bookenda au deuxième trimestre.

La marge sur BAIIA ajusté a montré des signes d'amélioration continue au cours de deux premiers trimestres de 2019, les réductions dans notre structure de coûts et l'accent mis sur la rentabilité de nos produits et services ayant plus que contrebalancé les pressions exercées par la baisse globale des produits et le changement dans la composition des produits dans le secteur PJ. La marge sur BAIIA ajusté a diminué aux troisième et quatrième trimestres de 2019 en raison des pressions exercées sur les produits et des investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients.

Les amortissements ont diminué en raison de la diminution des immobilisations incorporelles découlant des dépenses moins élevées liées au développement de logiciels et de la diminution des immobilisations incorporelles découlant de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017.

Les frais de restructuration et autres charges de la Société se rapportent essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre et à la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés. Les résultats du deuxième trimestre de 2018 ont bénéficié d'un recouvrement net de 7,3 M\$ se rapportant à la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux, en raison d'un recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location.

Les charges financières ont diminué en raison d'une baisse de l'endettement.

Le bénéfice net a été stable au cours des trois premiers trimestres de 2019, alors qu'au quatrième trimestre, il a tiré parti de la comptabilisation d'une économie d'impôt sur le résultat de 40,6 M\$, qui comprenait la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$. Au quatrième trimestre de 2018, le bénéfice net a tiré parti de la reprise de charge d'impôt sur le résultat de 21,4 M\$ relativement aux années d'imposition précédentes et de la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 8,5 M\$. Le bénéfice net au troisième trimestre de 2018 a bénéficié de l'incidence du profit net à la vente d'entreprises de 6,8 M\$, de même que de la reprise de charges d'impôt de 18,3 M\$ relativement aux années d'imposition précédentes.

ANALYSE DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2019

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2019	2018	Variation en %
Pour les trimestres clos les 31 décembre			
Médias numériques	70 162 \$	82 722 \$	(15,2) %
Médias imprimés	23 345	28 060	(16,8) %
PJ	93 507 \$	110 782 \$	(15,6) %
Médias numériques	–	13 989	(100,0) %
Médias imprimés	–	–	–
Autre	–	13 989	(100,0) %
Médias numériques	–	(252)	n.s.
Médias imprimés	–	–	–
Éliminations intersectorielles	–	(252)	n.s.
Médias numériques	70 162 \$	96 459 \$	(27,3) %
Médias imprimés	23 345 \$	28 060 \$	(16,8) %
Total des produits	93 507 \$	124 519 \$	(24,9) %

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, le total des produits a diminué de 31,0 M\$, ou 24,9 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 93,5 M\$, comparativement à 124,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 est imputable à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre.

Au quatrième trimestre de 2019, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 26,3 M\$, ou 27,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 70,2 M\$, contre 96,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019 est attribuable aux cessions dans le secteur Autre et à la baisse des produits dans le secteur PJ.

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 4,7 M\$, ou 16,8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 23,3 M\$. La baisse des produits tirés des médias imprimés au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019 est attribuable à la baisse des produits dans le secteur PJ.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour le quatrième trimestre de 2019, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 17,3 M\$, ou 15,6 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 93,5 M\$, comparativement à 110,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 est principalement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges brutes.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 15,2 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 70,2 M\$, contre 82,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client pour un sixième trimestre consécutif. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle essentiellement de la baisse de l'acquisition de clients, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 16,8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 23,3 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Autre

En raison des cessions, aucun produit n'a été tiré du secteur Autre au cours du quatrième trimestre de 2019, ce qui s'est traduit par une baisse de 14,0 M\$ des produits du secteur Autre d'un exercice à l'autre.

Marge brute¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	54 799 \$	58,6 %	69 963 \$	63,2 %	(21,7) %
Autre	-	-	4 534	32,4 %	(100,0) %
Éliminations intersectorielles	-	-	(70)	n.s.	n.s.
Total de la marge brute	54 799 \$	58,6 %	74 427 \$	59,8 %	(26,4) %

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

Le marge brute a diminué pour s'établir à 54,8 M\$, ou 58,6 % du total des produits, pour le quatrième trimestre de 2019, comparativement à 74,4 M\$, ou 59,8 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute est attribuable aux pressions exercées par la baisse globale des produits et le changement dans la composition des produits dans le secteur PJ, ainsi qu'aux cessions dans le secteur Autre.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

La marge brute du secteur PJ a totalisé 54,8 M\$, ou 58,6 % des produits, pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, comparativement à 70,0 M\$, ou 63,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute et de la marge brute en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, de même que des investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients. Les pressions exercées sur les produits et les investissements dans le service à la clientèle et dans l'acquisition de nouveaux clients ont été contrebalancés en partie par l'amélioration de l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions de coûts ainsi que de la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services.

Autre

En raison des cessions, le secteur Autre n'a généré aucune marge brute au cours du quatrième trimestre de 2019, ce qui s'est traduit par une baisse de 4,5 M\$ de la marge brute du secteur Autre d'un exercice à l'autre.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	34 756 \$	37,2 %	38 853 \$	35,1 %	(10,5) %
Autre	-	-	2 296	16,4 %	(100,0) %
Total du BAIIA ajusté	34 756 \$	37,2 %	41 149 \$	33,0 %	(15,5) %

Le BAIIA ajusté a diminué de 6,4 M\$ pour s'établir à 34,8 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2019, comparativement à 41,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 s'est établie à 37,2 %, comparativement à 33,0 % pour la période

correspondante de l'exercice précédent. La baisse du BAIIA ajusté au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019 est attribuable aux pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre. La hausse de la marge sur BAIIA ajusté s'explique principalement par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation, qui ont contrebalancé en totalité les pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ et l'effet dilutif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter

PJ

Le BAIIA ajusté du secteur PJ pour le quatrième trimestre de 2019 a totalisé 34,8 M\$, comparativement à 38,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté découle de la baisse globale des produits, des pressions exercées par le changement de la composition des produits et des investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour le quatrième trimestre de 2019 s'est chiffrée à 37,2 %, comparativement à 35,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge sur BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre s'explique par les pressions exercées sur les produits et les investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients, qui ont été plus que contrebalancés par la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation. La diminution des autres coûts d'exploitation découle des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

Autre

En raison des cessions, le secteur Autre n'a généré aucun BAIIA ajusté au cours du quatrième trimestre de 2019, ce qui s'est traduit par une baisse de 2,3 M\$ du BAIIA ajusté du secteur Autre d'un exercice à l'autre.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2019	2018	Variation en %
BAIIA ajusté	34 756 \$	38 853 \$	(10,5) %
Dépenses d'investissement	1 981	3 801	(47,9) %
PJ	32 775 \$	35 052 \$	(6,5) %
BAIIA ajusté	–	2 296	(100,0) %
Dépenses d'investissement	–	239	(100,0) %
Autre	–	2 057	(100,0) %
BAIIA ajusté	34 756 \$	41 149 \$	(15,5) %
Dépenses d'investissement	1 981 \$	4 040 \$	(51,0) %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	32 775 \$	37 109 \$	(11,7) %

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 4,3 M\$, ou 11,7 %, pour s'établir à 32,8 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2019, comparativement à 37,1 M\$ au cours de la période correspondante de 2018. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 a surtout subi l'incidence de la baisse du BAIIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter

PJ

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 32,8 M\$, comparativement à 35,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses d'investissement relatives au développement de logiciels.

Autre

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre est de néant, comparativement à un BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement de 2,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre découle des cessions.

Amortissements

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 8,7 M\$, comparativement à 17,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2019	2018
Indemnités, avantages et remplacement externe	5 844 \$	5 387 \$
Règlement d'un litige	-	(3 537)
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(336)	468
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économies sur coûts des services passés), montant net	(980)	(1 120)
Autres frais	1 191	-
Total des frais de restructuration et autres charges	5 719 \$	1 198 \$

La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 5,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, soit des frais de restructuration de 6,0 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et une charge de 0,8 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux, facteurs contrebalancés par un recouvrement de 1,1 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 1,2 M\$ se rapportant surtout à des réorganisations internes et à des réductions de la main-d'œuvre, qui ont été contrebalancés par l'incidence de 3,5 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur.

Charges financières

Pour le quatrième trimestre de 2019, les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 7,4 M\$, comparativement à 13,5 M\$ pour la période correspondante de 2018. Cette diminution est essentiellement attribuable à une baisse du niveau d'endettement à la suite des remboursements des billets garantis de premier rang.

Économie d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,8 % et à 26,9 % pour les trimestres clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement. Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 40,6 M\$, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

En comparaison, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 30,4 M\$ pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 11,9 M\$ et au règlement de positions fiscales incertaines de 21,4 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le quatrième trimestre de 2019 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le quatrième trimestre de 2018 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant et au règlement de positions fiscales incertaines.

Bénéfice net

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 53,6 M\$ et de 40,0 M\$ au cours des trimestres clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement. L'augmentation du bénéfice net est essentiellement attribuable à une diminution de la dotation aux amortissements en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels, à une baisse des charges financières découlant d'une diminution du niveau d'endettement et à une économie d'impôt plus élevée, facteurs contrebalancés en partie par une baisse du BAIIA ajusté et par une augmentation des frais de restructuration et autres charges.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Aux 31 décembre	2019	2018
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	44 408 \$	81 452 \$
Billets garantis de premier rang	- \$	167 489 \$
Débiteures échangeables	98 537	96 179
Obligations liées à des contrats de location	57 885	75 320
Total de la dette	156 422 \$	338 988 \$
Insuffisance	(16 660)	(119 164)
Capitalisation totale	139 762 \$	219 824 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur la capitalisation totale	80,1 %	117,2 %

Au 31 décembre 2019, la dette de Pages Jaunes, déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions, totalisait 112,0 M\$, comparativement à 257,5 M\$ au 31 décembre 2018.

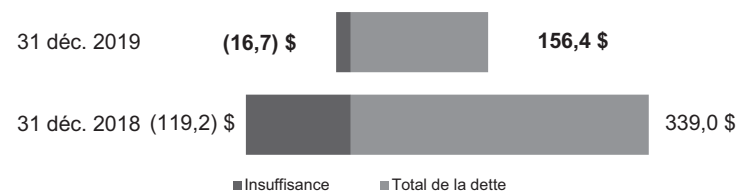
Le ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 0,7 fois au 31 décembre 2019, comparativement à 1,3 fois au 31 décembre 2018. Cette diminution est essentiellement attribuable à l'élimination et à la réduction des billets garantis de premier rang et des obligations liées à des contrats de location.

Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹



Structure du capital

(en millions de dollars canadiens)



¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse. Se reporter à la page 4 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50,0 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022. À la demande de la Société, la convention régissant l'emprunt garanti par des actifs a été modifiée le 18 novembre 2019 afin de réduire le total des engagements, qui est passé de 50,0 M\$ à 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2019, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 1,5 fois. La Société avait des lettres de crédit de 3,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 21,6 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2019. Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315,0 M\$ (les « billets ») échéant le 1^{er} novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les billets portent intérêt à un taux de 10,00 % par année et sont payables à terme échu en versements semestriels le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets, la Société doit utiliser un montant équivalent à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie, et tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année (ou le premier jour ouvrable suivant cette date), les billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20,0 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5:1. En 2019, la Société a effectué des paiements totaux de 100,7 M\$ pour le rachat obligatoire du capital des billets.

Rachat optionnel

Du 1^{er} novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société avait l'option de racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société avait l'option de racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1^{er} novembre 2020, la Société aura l'option de racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. En 2019, la Société a effectué des paiements totaux de 69,6 M\$ pour le rachat optionnel du capital des billets.

Avec les paiements de rachat obligatoire et de rachat optionnel effectués au cours de l'exercice, la Société a remboursé la totalité du solde impayé des billets au 31 décembre 2019.

Débetures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, la valeur nominale des débetures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 31 décembre 2019, la valeur des débetures échangeables, moins les intérêts non comptabilisés, était de 98,5 M\$, comparativement à 96,2 M\$ au 31 décembre 2018.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

L'acte de fiducie régissant les débetures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

L'acte de fiducie permet à la Société d'effectuer des paiements restreints, y compris des paiements de dividendes et des rachats d'actions ordinaires, d'un montant total maximal de 20,0 M\$ à compter de la date de l'acte de fiducie. À ce jour, la Société n'a effectué aucun paiement restreint depuis que l'acte de fiducie est entré en vigueur. Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

Option d'échange

Les débetures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

La Société a l'intention d'effectuer un paiement de rachat optionnel pour rembourser la totalité de ses débetures échangeables le 31 mai 2021 ou peu après conformément aux modalités présentées ci-dessus (c'est-à-dire à un prix de rachat égal à 100 %).

L'option de rachat en trésorerie correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. Au 31 décembre 2019, la juste valeur était négligeable (2018 – néant).

Notations

DBRS Limited	Standard and Poor's Global Ratings
B (élevée)/notation de l'émetteur – tendance stable	B-/notation de la Société – perspective positive
B (élevée)/notation des débetures échangeables	B/notation des débetures échangeables

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 31 décembre 2019, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 44,4 M\$ et un montant de 21,6 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Le 11 mai 2018, une modification au régime d'options sur actions a été approuvée, ce qui s'est traduit par l'augmentation du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932, soit une augmentation de 1 516 320 actions ordinaires. Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 12 février 2020	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Actions ordinaires en circulation	28 075 308	28 075 308	28 075 308
Débetures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 484	2 995 484	2 995 484
Options sur actions en circulation ²	1 983 102	1 983 102	1 347 052

¹ Au 12 février 2020, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

² Le solde des options sur actions en circulation de 1 983 102 au 12 février 2020 et au 31 décembre 2019 ne comprend aucune option sur actions pouvant être exercée à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 1 347 052 au 31 décembre 2018 comprend 60 425 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

Politique en matière de dividendes

Le 12 février 2020, le conseil d'administration a approuvé le plan de la direction visant à déclarer et à verser des dividendes de 0,11 \$ par action ordinaire par trimestre à compter du deuxième trimestre de 2020.

La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés. Les décisions à l'égard des dividendes continueront de dépendre des activités et des résultats financiers de PJ, que le conseil d'administration évaluera chaque trimestre, et qui sont pour leur part assujettis à différents risques et hypothèses, dont ceux mentionnés dans le présent rapport de gestion.

Obligations contractuelles et autres engagements

(en milliers de dollars canadiens)

	Total	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2019			
		1 an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Obligations liées à des contrats de location ^{1, 2}	57 886 \$	2 767 \$	5 604 \$	7 001 \$	42 514 \$
Débetures échangeables ¹	107 089	-	107 089	-	-
Obligations liées à des contrats de location – contrats de location simple	73 366	5 036	10 239	10 615	47 476
Autres	45 296	18 667	20 187	5 229	1 213
Total des obligations contractuelles	283 637 \$	26 470 \$	143 119 \$	22 845 \$	91 203 \$

¹ Montant en capital

² Valeur actualisée nette

Obligations liées à des contrats de location

Nous avons conclu des contrats de location-financement relatifs à des locaux. Au 31 décembre 2019, les paiements minimaux en vertu de ces contrats de location-financement jusqu'en 2033 s'élèvent à 57,9 M\$.

Obligations liées à des contrats de location – contrats de location simple

Nous louons nos locaux et notre matériel de bureau en vertu de divers contrats de location dont une partie est comptabilisée à titre de contrats de location simple. Au 31 décembre 2019, les paiements minimaux liés à la partie comptabilisée à titre de contrat de location simple en vertu de ces contrats de location jusqu'en 2033 totalisent 73,4 M\$.

Obligations d'achat

Pour la distribution et l'impression de nos annuaires, nous faisons appel à des fournisseurs externes; nous avons conclu des ententes à long terme avec un certain nombre d'entre eux. Ces ententes viennent à expiration entre 2020 et 2032. Nous avons également des obligations d'achat en vertu de contrats de service pour les dépenses d'exploitation et les dépenses d'investissement. Au 31 décembre 2019, notre obligation visant l'achat de services au cours des cinq prochains exercices et des suivants se chiffrait à 45,3 M\$. Nous utiliserons les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer ces obligations d'achat.

Obligations au titre des prestations de retraite

PJ a un régime de retraite enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada et de la Commission des services financiers de l'Ontario comportant des volets à prestations définies pour les employés embauchés avant le 1^{er} janvier 2006 et à cotisations définies pour les employés établis ailleurs qu'au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006 (le « régime de retraite de PJ »), ainsi qu'un régime à cotisations définies enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (le « régime de PJ pour les employés du Québec ») pour les employés établis au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006. Les deux régimes couvrent ensemble la quasi-totalité des employés de la Société.

Au 31 décembre 2019, la valeur de marché des actifs du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ totalisait 481,7 M\$ et était investie dans un portefeuille diversifié de titres canadiens à revenu fixe et de titres de participation canadiens et internationaux. Le taux de rendement sur les actifs pour 2019 s'est établi à 19,54 %, soit un rendement supérieur de 0,26 % à celui de notre portefeuille de référence.

La plus récente évaluation actuarielle du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ aux fins de capitalisation a été effectuée au 31 décembre 2017. Il s'agit de la première évaluation effectuée conformément au nouveau cadre de capitalisation de l'Ontario, lequel élimine la cotisation requise en cas de déficit de solvabilité si le régime est solvable à plus de 85 %. Il prévoit aussi l'exigence de financer, sur une base de continuité d'exploitation une provision pour écarts défavorables (PED) déterminée selon les caractéristiques du régime. Aucune cotisation de solvabilité n'est requise (solvable à plus de 85 %), mais une cotisation annuelle pour couvrir les écarts défavorables est requise et se chiffre à 1,8 M\$ pour une période de dix ans commençant en 2019. La prochaine évaluation actuarielle aux fins de capitalisation devra être effectuée au plus tard le 31 décembre 2020.

En 2019, la Société a versé des cotisations annuelles équivalentes au coût des services rendus au cours de la période (le « coût annuel pour l'employeur ») de 10,2 M\$, ce qui comprend un montant de 1,8 M\$ pour financer le déficit. En 2020, le total des paiements en trésorerie devrait s'élever à 9,6 M\$.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	113 346 \$	103 231 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	31 413	31 428
	144 759 \$	134 659 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(9 647) \$	(14 287) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(91)	(1 899)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	-	4 150
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	466	211
Produit de la vente d'entreprises	1 936	63 665
Acquisition d'entreprise	(400)	(400)
	(7 736) \$	51 440 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement des billets garantis de premier rang	(170 231) \$	(144 769) \$
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(3 836)	(6 283)
	(174 067) \$	(151 052) \$
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DE LA TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS	(37 044) \$	35 047 \$
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	81 452	46 405
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, À LA FIN DE L'EXERCICE	44 408 \$	81 452 \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 10,1 M\$, pour s'établir à 144,8 M\$, comparativement à 134,7 M\$, en raison d'une baisse de 18,4 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges, d'une baisse de 20,3 M\$ des intérêts versés découlant d'une baisse du niveau d'endettement à la suite du remboursement des billets garantis de premier rang et d'une baisse de 1,4 M\$ de la capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, facteurs contrebalancés en grande partie par la baisse de 31,2 M\$ du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 59,2 M\$, ce qui s'explique surtout par une diminution du produit de 61,7 M\$ reçu de la vente d'entreprises et une baisse de 4,2 M\$ des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, facteurs contrebalancés en partie par une baisse de 6,4 M\$ des investissements relatifs au développement de logiciels et aux immobilisations corporelles.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 174,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 151,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. En 2019, un paiement de 170,2 M\$ a été effectué sur les billets garantis de premier rang comparativement à 144,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie et la trésorerie soumise à restrictions, les créances clients et autres débiteurs, l'investissement net dans les contrats de sous-location, les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les obligations liées à des contrats de location, les billets garantis de premier rang et les débetures échangeables.

L'option de rachat des débetures échangeables correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. Au 31 décembre 2019, la juste valeur était négligeable (2018 – néant).

4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Dans cette section, nous présentons des informations détaillées sur ces estimations et hypothèses importantes, qui font l'objet d'une évaluation constante par la Société.

Correction de valeur pour ajustements des produits

La Société comptabilise une correction de valeur pour ajustements des produits à titre de réduction des produits, laquelle représente une estimation des réclamations attendues des clients. La Société met à jour son estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits en fonction des antécédents en matière de réclamations ainsi qu'en fonction de facteurs liés aux clients. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les réclamations réelles sont plus ou moins élevées que ce qui était prévu précédemment.

Estimation de la durée du contrat de location

Lorsque la Société comptabilise un contrat de location, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si le contrat fera l'objet d'une prolongation ou si une option de résiliation anticipée sera exercée. La Société a établi que la durée de ses contrats de location correspond à la période de location initiale, puisqu'elle n'a pas la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation sera exercée. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société prolonge les contrats de location ou exerce une option de résiliation anticipée.

Déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié

La Société détermine si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié, en particulier lorsqu'elle libère des espaces de bureaux et qu'elle doit déterminer la recouvrabilité de l'actif, en fonction de sa capacité de sous-louer l'actif ou de résilier le contrat de location et de recouvrer ses coûts. La Société examinera les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés visés par un contrat de location. La détermination du taux de recouvrement du coût du contrat de location exige de la direction qu'elle formule d'importantes estimations fondées sur la disponibilité d'espaces de bureaux semblables sur le marché et des conditions du marché local. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société réussit à sous-louer ses locaux libérés à un loyer supérieur ou inférieur ou à des dates différentes à ce qui était prévu initialement.

Évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients

Relativement à la dépréciation des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société utilise le modèle des pertes de crédit attendues, qui exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Les pertes de crédit attendues pour créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de la Société en cas de changement soudain à la conjoncture économique ou à la solvabilité des clients.

Déterminer le taux d'actualisation pour les contrats de location

IFRS 16 exige que la Société actualise les paiements de loyers selon le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location si ce taux est facilement disponible. Si ce taux ne peut être déterminé facilement, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. En règle générale, la Société a utilisé son taux d'emprunt marginal lors de la comptabilisation initiale des contrats de location, étant donné que les taux d'intérêt implicites n'étaient pas facilement accessibles puisque l'information sur la juste valeur des actifs sous-jacents et les coûts directs engagés par le bailleur à l'égard des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location était fondé sur la date de début du contrat de location et a été recalculé à la date d'évaluation, le cas échéant.

Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et de ses immobilisations corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services selon les taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (économies) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture, réévaluée s'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible, ou réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Jugements importants

Provisions au titre des positions fiscales incertaines

Pages Jaunes Limitée est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Il faut faire appel à un jugement important dans l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes Limitée constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées par des discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents.

Pages Jaunes Limitée examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture et réévalue ses provisions si elle reçoit des informations indiquant que celles-ci pourraient augmenter ou diminuer. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la charge au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi. Cette estimation n'était pas significative pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, mais était significative pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Normes comptables

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées sans incidence sur les états financiers consolidés

La Société a adopté, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, les modifications à portée limitée à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et à IAS 23, *Coûts d'emprunt*, découlant des améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées avec incidence sur les états financiers consolidés

IFRIC 23 – *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

La Société a appliqué IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'adoption d'IFRIC 23 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

Modifications à IAS 19 – *Avantages du personnel*

Pages Jaunes Limitée a appliqué les modifications à IAS 19 en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Ces modifications traitent de la comptabilisation lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant la période considérée. Les modifications indiquent ce qu'une entité doit faire lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant l'exercice :

- Déterminer le coût des services rendus au cours de la portion restante de la période après la modification, la réduction ou la liquidation du régime au moyen des hypothèses actuarielles utilisées pour la réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement.
- Déterminer les intérêts nets pour la portion restante de la période après la modification, la réduction ou la liquidation du régime au moyen du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement et du taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation de ce passif (cet actif) net au titre des prestations définies.

Les modifications précisent également qu'une entité établit d'abord le coût des services passés ou le profit ou la perte résultant d'une liquidation sans tenir compte de l'effet du plafond de l'actif. Ce montant est comptabilisé en résultat net. L'entité détermine ensuite l'effet du plafond de l'actif après la modification, la réduction ou la liquidation du régime. La variation, le cas échéant, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets.

L'adoption de ces modifications à IAS 19 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

5. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux.

L'incapacité de la Société de stabiliser ou de faire croître ses produits et son bassin de clients pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société fait concurrence à d'autres entreprises d'annuaires, de médias publicitaires et de petites annonces dans divers médias et plateformes, y compris Internet, les journaux, la télévision, la radio, les appareils de télécommunication sans fil, les revues, les panneaux publicitaires et le publipostage direct. En particulier, les activités annuaires font face à une vive concurrence en raison de la pénétration accrue d'Internet au moyen des moteurs de recherche en ligne et par l'entremise d'organismes de réseautage social. Il est possible que la Société ne puisse livrer concurrence de manière efficace à ces concurrents en ligne, dont certains pourraient disposer de plus grandes ressources qu'elle. La stratégie Internet de la Société et ses activités annuaires pourraient être défavorablement touchées si les grands moteurs de recherche établissent des équipes de vente locales ou si elles font affaire de manière plus efficace avec les entreprises locales concernant les services de recherche. Ces concurrents pourraient réduire leurs prix pour accroître leur part du marché ou offrir leurs services à un prix inférieur à celui que la Société peut accorder.

La Société pourrait être forcée de réduire ses prix ou d'offrir et d'assurer la prestation d'autres services pour demeurer concurrentielle. Dans l'éventualité où la Société ne pourrait soutenir efficacement la concurrence actuelle ou future, cette situation pourrait entraîner un certain nombre d'incidences, notamment la diminution de sa clientèle d'annonceurs et de ses tarifs, ainsi que l'augmentation de ses coûts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société pourrait subir des répercussions significatives si le recul de l'utilisation des annuaires téléphoniques imprimés devait se poursuivre à un rythme plus rapide que prévu. L'arrivée de nouvelles technologies et l'utilisation généralisée d'Internet entraînent des changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs. L'utilisation de produits sur Internet pour trouver de l'information, autrefois uniquement accessible dans des annuaires imprimés, s'est également accrue rapidement. L'Internet est de plus en plus accessible comme média publicitaire pour les entreprises de toutes tailles. De plus, l'utilisation d'Internet, notamment pour réaliser des transactions commerciales au moyen d'appareils mobiles, a entraîné l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux services qui font concurrence aux médias publicitaires traditionnels. Plus particulièrement, de tels changements ont une incidence marquée sur les produits imprimés, et la diminution de l'utilisation de ces médias se traduit graduellement par la baisse des produits tirés de la publicité. La consultation des annuaires commerciaux imprimés pourrait baisser plus vite que prévu, les utilisateurs se tournant vers des appareils de médias numériques et interactifs pour s'informer sur les commerces locaux.

L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La transition des médias imprimés aux médias numériques entraîne des incertitudes quant à savoir si le lancement de nouveaux produits arrivera à compenser la tendance à la baisse des produits provenant des médias imprimés. Si les produits numériques de la Société n'augmentent pas de façon importante, les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société en subiront des incidences défavorables significatives.

La Société s'attend à tirer une plus grande part de ses produits d'exploitation totaux de ses produits numériques et de ses autres nouveaux médias, étant donné que le profil d'utilisation poursuit sa migration des annuaires imprimés vers les produits numériques et les autres nouveaux médias.

L'expansion de la Société donnant lieu à une transition vers les produits numériques et nouveaux médias fait face à divers défis et risques, notamment les suivants :

- La Société pourrait ne pas être en mesure de continuer d'accroître l'utilisation de ses médias numériques au même rythme que celui d'autres fournisseurs ou pourrait le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement.
- L'utilisation d'Internet comme source d'information et média publicitaire pourrait ne pas poursuivre sa croissance ou le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement, en raison de facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler.
- La Société pourrait engager des frais supplémentaires considérables relativement à des investissements dans sa technologie de l'information, à des modifications de ses produits existants et à la conception de nouveaux produits, ce qui risque de réduire sa marge de profits dans l'avenir.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'élaborer et de commercialiser de nouveaux produits de manière opportune et efficace, étant donné que ses marchés sont caractérisés par l'évolution rapide de la technologie, le lancement de nouveaux produits, l'amélioration des produits existants et la migration de la demande des annonceurs et des utilisateurs finaux de publicité, y compris les préférences en matière de technologies.
- La Société pourrait être incapable d'améliorer ses systèmes de technologie de l'information de façon à gérer efficacement l'accroissement de l'utilisation de ses médias numériques et à offrir de nouveaux produits et services.
- La Société pourrait être incapable de se tenir au fait des changements dans les conditions de service ou les algorithmes des moteurs de recherche, ce qui pourrait faire en sorte que les médias numériques de la Société ou de ses annonceurs soient exclus des résultats de recherche ou qu'ils n'apparaissent pas dans les premiers résultats ou encore rendre plus difficile ou onéreux pour la Société de fournir des solutions de marketing par moteur de recherche ou d'optimisation pour moteurs de recherche à ses annonceurs.
- Les annonceurs de la Société pourraient être réticents à accroître leurs investissements dans la publicité numérique.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'augmenter ou de maintenir les prix de ses produits et services à l'avenir.

Si l'un des risques susmentionnés devait se produire, cela pourrait nuire significativement aux produits de la Société tirés des médias numériques ainsi qu'à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société prévoit qu'elle continuera de dépendre des diverses relations avec des tiers pour étendre ses activités, comme les fournisseurs de technologies et de contenu, les partenaires dans le cadre d'échanges de services publicitaires en temps réel et d'autres partenaires stratégiques. La Société pourrait ne pas réussir à maintenir ces relations, et ces tiers pourraient connaître des perturbations ou des problèmes de performance, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'efficacité et la réputation de la Société.

De plus, la Société dépend largement des systèmes de technologie de l'information pour gérer les fonctions cruciales de ses solutions de marketing numérique et mobile. Le succès futur de la Société dépendra en partie de sa capacité à rehausser et à améliorer de façon continue ses solutions déjà en place en temps opportun au moyen de caractéristiques et de prix qui répondent aux besoins changeants des annonceurs. Étant donné que le marketing par l'entremise de nouveaux canaux publicitaires numériques, comme la publicité mobile, est en plein essor, il pourrait évoluer de manière inattendue, et l'incapacité de la Société à s'adapter avec succès à l'évolution du marché pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société tire principalement ses produits de la vente de publicité dans des annuaires Pages Jaunes imprimés et numériques dans tout le Canada. Les produits tirés de la publicité de la Société, comme ceux des éditeurs d'annuaires en général ne varient habituellement pas de façon importante selon les cycles économiques. Toutefois, un ralentissement économique ou une récession de longue durée qui toucherait les marchés de la Société ou toute détérioration de la conjoncture économique générale pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités de la Société. Les incidences défavorables d'un ralentissement économique ou d'une récession sur la Société pourraient être aggravées par le fait que la majorité des clients de la Société sont des PME. Ces entreprises ont de plus modestes ressources financières et de plus haut taux de faillites que les grandes entreprises et pourraient être plus vulnérables aux récessions prolongées. Par conséquent, ces PME pourraient être davantage enclines à réduire ou à éliminer leur publicité auprès de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à faible marge, comme les services et la revente, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la rentabilité de la Société

Les publicités numériques vendues sur les médias appartenant à la Société et exploités par celle-ci sont actuellement beaucoup plus rentables que les services numériques (sites Web, optimisation pour moteur de recherche, syndication de contenu et Facebook) et les solutions de revente (OMR). Si la part des produits tirés des services numériques et des solutions de revente devait se révéler considérablement plus élevée que prévu, la rentabilité pourrait s'en ressentir.

L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La réussite de la Société dépend des compétences, de l'expérience et des efforts personnels des cadres supérieurs de la Société, y compris leur capacité à attirer et à conserver des employés compétents. La Société dépend également du nombre de conseillers médias et d'employés du secteur des systèmes d'information et des technologies de l'information, ainsi que de l'expérience de ceux-ci. La perte des services de ces membres du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.

Le succès de nombreuses campagnes de marketing de nos clients dépend de leur capacité à attirer un bassin d'utilisateurs de grande valeur. La Société investira afin de préserver le bassin d'utilisateurs de produits numériques au sein de son réseau de médias en ligne et mobiles en améliorant la qualité, l'exhaustivité et la pertinence du contenu distribué à ses médias, tout en fournissant des applications et des sites verticaux attrayants pour la recherche locale. La Société pourrait ne pas être en mesure de préserver ou d'accroître l'utilisation de ses médias numériques, et ces investissements pourraient ne pas être rentables. Rien ne garantit que l'utilisation actuelle des médias numériques de la Société, ou la croissance éventuelle de cette utilisation, se traduira par le maintien ou l'augmentation des taux de renouvellement des annonceurs et/ou de leurs dépenses annuelles, ni par une augmentation mesurable du nombre d'annonceurs.

L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Nous avons conclu trois contrats de services de facturation et de recouvrement. Le contrat avec Bell Canada (« Bell ») vient à expiration le 31 décembre 2020 et le contrat avec Norouestel Inc., une société liée de Bell, vient à expiration le 29 novembre 2032. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031. Grâce à ces conventions, notre facturation figure de manière distincte sur les factures téléphoniques des clients de Bell et de TELUS qui ont recours à nos services. Bell et TELUS (les « partenaires Telco ») confient par contrat à des tiers la facturation mensuelle à l'égard des clients pour lesquels ils sont les fournisseurs de services téléphoniques locaux. De plus, les partenaires Telco perçoivent auprès de leurs clients, pour le compte de la Société, les sommes qu'ils doivent à celui-ci à titre de clients. En outre, la Société a conclu des conventions de publication avec chacun des partenaires Telco. Si la Société ne peut respecter ses obligations conformément à ces conventions et que ces conventions sont de ce fait résiliées par l'un ou l'autre des partenaires Telco, d'autres conventions conclues avec les partenaires Telco pourraient

aussi être résiliées, y compris la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de Bell Canada, la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de TELUS, la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de MTS Inc. et la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de Bell Canada Inc., ainsi que toutes les clauses de non-concurrence convenues avec les partenaires Telco.

Nous avons conclu des conventions avec des fournisseurs de services externes pour l'impression et la distribution de nos annuaires et de nos publications. Ces conventions se rapportent à des services qui font partie intégrante de nos activités.

L'incapacité des partenaires Telco ou de tout autre de nos fournisseurs de remplir leurs obligations contractuelles pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités.

La Société prend elle-même en charge la facturation à l'égard des clients dont le fournisseur de services téléphoniques locaux n'est pas l'un des partenaires Telco, ainsi que de tous les nouveaux clients.

Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société

De temps à autre, la Société pourrait être visée par des litiges découlant de ses activités. La Société n'est à l'heure actuelle partie à aucun litige significatif. Toutefois, dans l'éventualité d'une cause d'action légitime à l'issue de laquelle la Société n'aurait pas gain de cause, les résultats d'exploitation et la situation financière pourraient être touchés défavorablement. Les réclamations dans le cadre de tels litiges pourraient être significatives ou indéterminées. Différents types de réclamations peuvent être présentés, portant notamment sur la violation de contrat, la négligence, les impôts et les questions liées à l'emploi. Le dénouement de ces litiges est incertain et pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société, et la Société pourrait être tenue d'engager des frais considérables pour se défendre contre ces litiges ou d'y consacrer d'importantes ressources. De plus, l'issue ou le règlement défavorable d'un litige pourrait favoriser l'apparition de nouveaux litiges.

Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Certains employés non cadres de la Société sont syndiqués. À l'heure actuelle, sept conventions collectives ont été conclues avec la Société. Toutes ces conventions collectives ont été renégociées, quatre d'entre elles expirent le 31 décembre 2021, deux autres, le 30 juin 2022 et la dernière, le 31 mars 2023. Si la Société n'était pas en mesure de renouveler ces conventions avec son personnel syndiqué au moment de leur renégociation, il pourrait en résulter des arrêts de travail additionnels et d'autres perturbations du travail qui pourraient avoir des répercussions défavorables significatives sur nos activités.

La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales effectuent des vérifications continues. À cet égard, la Société est d'avis que tous les frais qui ont fait l'objet d'une demande de déduction par les différentes entités du groupe sont raisonnables et déductibles et que le coût indiqué ainsi que la déduction pour amortissement demandée à l'égard des biens amortissables de ces entités ont été correctement déterminés. Toutefois, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Une telle contestation, si elle a lieu, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des applications cartographiques et des moteurs de recherche pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société a conclu des ententes avec plusieurs applications cartographiques et moteurs de recherche pour faire la promotion de ses annuaires en ligne. Ces ententes facilitent l'accès au contenu de la Société et aux annonces de ses clients et permettent à la Société de produire un volume de trafic supérieur à celui qu'elle obtiendrait seule et d'augmenter le nombre de clients potentiels de ses annonceurs tout en maintenant sa relation avec ses clients. La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche pourraient avoir une incidence sur le succès des solutions de marketing Internet

de la Société. De plus, de nombreux autres concurrents dans les marchés de la Société fournissent des services de marketing Internet, ce qui fait que les clients de la Société pourraient choisir d'avoir recours à d'autres fournisseurs, parfois plus importants, pour ces services ou à des moteurs de recherche directement. Les éléments qui précèdent pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les activités commerciales de la Société reposent dans une large mesure sur l'exploitation efficiente et ininterrompue de ses ordinateurs et de ses systèmes de communications de même que de ceux de tierces parties. Les médias numériques, le traitement des ventes et de la publicité, le stockage des données, la production, la facturation, le recouvrement et les transactions courantes de la Société pourraient souffrir grandement de cyberattaques ou de la défaillance de cette technologie, ce qui, à son tour, pourrait nuire significativement à la Société, à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

En outre, les systèmes d'information et les technologies de l'information de la Société pourraient être sensibles aux dommages et aux interruptions de diverses provenances et ses plans de rétablissement du service après sinistre pourraient être inefficaces. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La capacité de la Société d'effectuer des paiements prévus en vertu de sa dette dépendra, entre autres, de son rendement d'exploitation futur. Il est impossible de garantir que la Société sera en mesure de générer suffisamment de trésorerie de ses activités pour payer les obligations au titre de sa dette. La capacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, est, dans une large mesure, assujéti à d'autres facteurs économiques, financiers, concurrentiels, opérationnels et autres, dont un grand nombre est indépendant de la volonté de la Société.

Il est impossible de garantir que la Société continuera d'être en mesure d'obtenir en temps opportun suffisamment de fonds sous des conditions acceptables pour la Société afin de fournir un niveau de liquidités adéquat et de financer les activités et les dépenses d'investissement nécessaires pour relever les défis liés à l'évolution de ses activités et pour soutenir la stratégie d'affaires si les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la trésorerie disponible sont insuffisants.

L'impossibilité de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent des activités, de la dette, de financements par actions ou de refinancements, pourrait contraindre la Société à reporter ou à abandonner certaines de ses dépenses prévues ou à modifier sa stratégie d'affaires et pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. En outre, les concurrents qui disposent d'un niveau de liquidités plus important ou qui ont une meilleure capacité à mobiliser des fonds et selon des modalités moins coûteuses pourraient créer un désavantage concurrentiel pour la Société.

L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société pourrait être obligée d'augmenter les cotisations à ses régimes de retraite dans l'avenir en raison de divers facteurs comme les rendements futurs liés aux actifs du régime, les taux d'intérêt à long terme et les modifications apportées à la réglementation relative aux régimes de retraite, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur la situation de trésorerie et les résultats d'exploitation de la Société.

Les besoins de capitalisation des régimes de retraite de la Société, qui découlent des évaluations des actifs et des passifs de ses régimes de retraite, reposent sur un certain nombre de facteurs, notamment le rendement réel des actifs des régimes de retraite, les taux d'intérêt à long terme, les caractéristiques démographiques des participants au régime ainsi que les règlements en matière de pension. Les modifications apportées à ces facteurs pourraient faire en sorte que les cotisations réelles futures diffèrent considérablement des estimations actuelles de la Société, et cette dernière pourrait devoir verser des cotisations additionnelles à ses régimes de retraite à l'avenir, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur sa situation de trésorerie, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Rien ne garantit que les régimes de retraite de la Société parviendront à atteindre le taux de rendement présumé. Une part significative des actifs des régimes de retraite de la Société est investie dans des titres de participation cotés en Bourse. Par conséquent, la capacité des régimes de retraite de la Société d'atteindre le taux de rendement prévu par la direction dépend largement de la performance des marchés financiers. La conjoncture influe également sur le taux d'actualisation utilisé pour le calcul des obligations de la Société en matière de solvabilité et, par conséquent, elle pourrait aussi avoir une incidence considérable sur les besoins de financement en trésorerie de la Société.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2019.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 décembre 2019.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} octobre 2019 et clos le 31 décembre 2019, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée (la « Société »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2019 et 2018, les états consolidés du résultat net, les états du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables (collectivement appelés les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (« NAGR ») du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues dans ce rapport de gestion, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous aurions été tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans ce rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Gianmarco Lombardi.

(signé) Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 12 février 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125494

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
ACTIF		
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions (note 5)	44 408 \$	81 452 \$
Créances clients et autres débiteurs (notes 6 et 24)	87 250	132 534
Charges payées d'avance	5 563	6 330
Frais de publication différés	2 492	2 191
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 8)	926	13
Impôt sur le résultat à recevoir (note 16)	344	668
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	140 983	223 188
ACTIFS NON COURANTS		
Commissions différées (note 7)	3 610	8 518
Actifs financiers et autres (notes 14 et 24)	829	6 685
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	14 060	32 583
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 8)	25 611	7 379
Immobilisations corporelles (note 9)	12 309	29 518
Immobilisations incorporelles (note 10)	89 749	117 096
Impôt différé (note 16)	39 727	17 402
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	185 895	219 181
TOTAL DE L'ACTIF	326 878 \$	442 369 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (note 11)	33 662 \$	47 520 \$
Provisions (note 12)	26 644	37 673
Produits différés (note 6)	2 667	3 190
Tranche courante des obligations liées à des contrats de location (note 8)	2 767	4 352
Tranche courante des billets garantis de premier rang (note 14)	-	90 000
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	65 740	182 735
PASSIFS NON COURANTS		
Provisions (note 12)	1 576	1 810
Avantages postérieurs à l'emploi (note 13)	122 567	132 352
Obligations liées à des contrats de location (note 8)	55 118	70 968
Billets garantis de premier rang (note 14)	-	77 489
Déventures échangeables (note 15)	98 537	96 179
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	277 798	378 798
TOTAL DU PASSIF	343 538	561 533
CAPITAL ET RÉSERVES	6 595 802	6 595 147
DÉFICIT	(6 612 462)	(6 714 311)
TOTAL DE L'INSUFFISANCE	(16 660)	(119 164)
TOTAL DU PASSIF ET DE L'INSUFFISANCE	326 878 \$	442 369 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé au nom de Pages Jaunes Limitée par

(signé)
Susan Kudzman, administratrice et présidente du conseil

(signé)
Rob Hall, administrateur et président du comité d'audit

États consolidés du résultat net

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Produits (note 18)	403 213 \$	577 195 \$
Coûts d'exploitation (note 20)	241 868	384 630
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges	161 345	192 565
Amortissements (notes 8, 9 et 10)	39 109	76 094
Frais de restructuration et autres charges (note 12)	12 499	15 862
Bénéfice d'exploitation	109 737	100 609
Charges financières, montant net (note 21)	39 600	54 729
Perte (profit) à la vente d'entreprises (note 4)	367	(6 129)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	69 770	52 009
Économie d'impôt sur le résultat (note 16)	(24 899)	(30 800)
Bénéfice net	94 669 \$	82 809 \$
Bénéfice de base par action	3,57 \$	3,13 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Bénéfice de base par action (note 17)	26 523 234	26 423 158
Bénéfice dilué par action	3,16 \$	2,78 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Bénéfice dilué par action (note 17)	32 526 598	32 636 146

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Bénéfice net	94 669 \$	82 809 \$
Autres éléments de bénéfice global :		
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation nette de la juste valeur des placements en titres de capitaux propres présentés dans les autres éléments du résultat global (« JVAERG ») (note 24)	-	(5 502)
Gains actuariels (note 13)	9 814	11 461
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(2 634)	(3 079)
Autres éléments de bénéfice global	7 180	2 880
Total du bénéfice global	101 849 \$	85 689 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre

	2019									
	Capital social (note 17)	Actions restreintes	Bons de souscription	Instruments financiers composés ¹	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total de l'insuffisance	
Solde au 31 décembre 2018	4 031 685	\$ (23 421)	\$ 1 456	\$ 3 619	\$ 124 755	\$ 2 457 053	\$ 6 595 147	\$ (6 714 311)	\$ (119 164)	\$
Autres éléments de bénéfice global	-	-	-	-	-	-	-	7 180	7 180	
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	-	94 669	94 669	
Total du bénéfice global	-	-	-	-	-	-	-	101 849	101 849	
Actions restreintes réglées	-	2 000	-	-	(2 000)	-	-	-	-	
Actions restreintes (note 19)	-	-	-	-	(515)	-	(515)	-	(515)	
Options sur actions (note 19)	-	-	-	-	1 170	-	1 170	-	1 170	
Solde au 31 décembre 2019	4 031 685	\$ (21 421)	\$ 1 456	\$ 3 619	\$ 123 410	\$ 2 457 053	\$ 6 595 802	\$ (6 612 462)	\$ (16 660)	\$

	2018									
	Capital social (note 17)	Actions restreintes	Bons de souscription	Instruments financiers composés ¹	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total de l'insuffisance	
Solde au 31 décembre 2017, présenté précédemment	4 031 685	\$ (27 572)	\$ 1 456	\$ 3 619	\$ 129 280	\$ 2 457 053	\$ 6 595 521	\$ (6 814 317)	\$ (218 796)	\$
Ajustement au titre d'IFRS 15	-	-	-	-	-	-	-	26 050	26 050	
Ajustement au titre d'IFRS 16	-	-	-	-	-	-	-	(7 133)	(7 133)	
Solde retraité au 31 décembre 2017	4 031 685	(27 572)	1 456	3 619	129 280	2 457 053	6 595 521	(6 795 400)	(199 879)	
Ajustement au titre d'IFRS 9	-	-	-	-	-	-	-	(4 600)	(4 600)	
Solde retraité au 1 ^{er} janvier 2018	4 031 685	(27 572)	1 456	3 619	129 280	2 457 053	6 595 521	(6 800 000)	(204 479)	
Autres éléments de bénéfice global	-	-	-	-	-	-	-	2 880	2 880	
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	-	82 809	82 809	
Total du bénéfice global	-	-	-	-	-	-	-	85 689	85 689	
Actions restreintes réglées	-	4 151	-	-	(4 151)	-	-	-	-	
Actions restreintes (note 19)	-	-	-	-	(810)	-	(810)	-	(810)	
Options sur actions (note 19)	-	-	-	-	436	-	436	-	436	
Solde au 31 décembre 2018	4 031 685	\$ (23 421)	\$ 1 456	\$ 3 619	\$ 124 755	\$ 2 457 053	\$ 6 595 147	\$ (6 714 311)	\$ (119 164)	\$

¹ La composante capitaux propres des débetures échangeables est présentée ci-dessus déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$ (2018 – 1,3 M\$).

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	94 669 \$	82 809 \$
Éléments d'ajustement		
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	655	(374)
Amortissements	39 109	76 094
Frais de restructuration et autres charges	12 499	15 862
Charges financières, montant net	39 600	54 729
Perte (profit) à la vente d'entreprises	367	(6 129)
Économie d'impôt sur le résultat	(24 899)	(30 800)
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	31 413	31 428
Excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts	(4 043)	(5 423)
Frais de restructuration et autres charges payés (note 12)	(17 994)	(36 358)
Intérêts versés	(26 881)	(47 229)
Impôt sur le résultat reçu, montant net	264	50
	144 759	134 659
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(9 647)	(14 287)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(91)	(1 899)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus (note 8)	–	4 150
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	466	211
Produit de la vente d'entreprises (notes 4 et 5)	1 936	63 665
Acquisition d'entreprise	(400)	(400)
	(7 736)	51 440
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement des billets garantis de premier rang (note 14)	(170 231)	(144 769)
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location (note 8)	(3 836)	(6 283)
	(174 067)	(151 052)
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DE LA TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS	(37 044)	35 047
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	81 452	46 405
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)	44 408 \$	81 452 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 22)		

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1. Description

Pages Jaunes Limitée, par l'intermédiaire de ses filiales, offre aux entreprises locales et nationales des solutions de marketing et de médias numériques et imprimés permettant de joindre les consommateurs dans toutes les provinces et territoires du Canada. Les références à Pages Jaunes Limitée (ou la « Société ») dans ce document ont trait à la situation financière, à la performance financière, aux flux de trésorerie et aux informations fournies sur Pages Jaunes Limitée et ses filiales sur une base consolidée.

Le siège social de Pages Jaunes Limitée est situé au 1751, rue Richardson, Montréal (Québec) Canada H3K 1G6, et les actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « Y ».

Le conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 le 12 février 2020 et a autorisé leur publication le 13 février 2020.

2. Normes révisées

2.1 Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées sans incidence sur les états financiers consolidés

La Société a adopté, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, les modifications à portée limitée à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et à IAS 23, *Coûts d'emprunt*, découlant des améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux

La Société a appliqué IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'adoption d'IFRIC 23 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

Modifications à IAS 19 – Avantages du personnel

Pages Jaunes Limitée a appliqué les modifications à IAS 19 en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Les modifications traitent de la comptabilisation lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant la période considérée. Les modifications indiquent ce qu'une entité doit faire lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant l'exercice :

- Déterminer le coût des services rendus au cours de la portion restante de la période après la modification, la réduction ou la liquidation du régime au moyen des hypothèses actuarielles utilisées pour la réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement.
- Déterminer les intérêts nets pour la portion restante de la période après la modification, la réduction ou la liquidation du régime au moyen du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement et du taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation de ce passif (cet actif) net au titre des prestations définies.

Les modifications précisent également qu'une entité établit d'abord le coût des services passés ou le profit ou la perte résultant d'une liquidation sans tenir compte de l'effet du plafond de l'actif. Ce montant est comptabilisé en résultat net. L'entité détermine ensuite l'effet du plafond de l'actif après la modification, la réduction ou la liquidation du régime. La variation, le cas échéant, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets.

Les modifications à IAS 19 n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

3. Mode de présentation et principales méthodes comptables

3.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales ont été préparés par la direction conformément aux normes IFRS. Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous qui ont été appliquées avec cohérence à toutes les périodes présentées pour l'ensemble des entités consolidées.

3.2 Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation de certains actifs et passifs financiers (y compris les instruments financiers dérivés) à la juste valeur, comme il est expliqué dans les méthodes présentées ci-dessous.

3.3 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

3.4 Méthode de consolidation

3.4.1 Filiales

Les filiales contrôlées directement par Pages Jaunes Limitée ou indirectement par l'entremise d'autres filiales consolidées sont entièrement consolidées. Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles Pages Jaunes Limitée exerce son contrôle.

Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la cession. Les actifs et les passifs intersociétés et les transactions entre les sociétés entièrement consolidées sont éliminés. Les profits et les pertes sur les opérations à l'interne avec des sociétés contrôlées sont entièrement éliminés. Les méthodes comptables sont modifiées au besoin pour assurer l'uniformité du traitement comptable au niveau de Pages Jaunes Limitée.

3.4.2 Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût de l'acquisition représente le total de la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis ou des passifs contractés ou repris par Pages Jaunes Limitée en échange du contrôle de l'entité acquise. Les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises sont comptabilisés dans l'état du résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

3.5 Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions

3.5.1 Trésorerie

La trésorerie comprend les dépôts de fonds et, de temps à autre, des placements très liquides dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins.

3.5.2 Trésorerie soumise à restrictions

La trésorerie soumise à restrictions est de la trésorerie pour laquelle il existe des restrictions quant à la capacité de la Société à l'utiliser. La trésorerie soumise à restrictions est composée essentiellement de la trésorerie détenue en mains tierces, qui est assujettie aux conditions relatives aux billets garantis de premier rang.

3.6 Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Société lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs financiers et de passifs financiers (autres que des actifs financiers et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés à la juste valeur des actifs financiers ou des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition d'actifs financiers ou de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

3.6.1 Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Les actifs financiers sont classés dans les catégories précises suivantes : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les placements en titres de capitaux propres (« JVAERG – Placements en titres de capitaux propres ») et juste valeur par le biais du résultat net.

Ce classement des actifs financiers au moment de la comptabilisation initiale dépend des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier et du modèle économique de la Société pour la gestion de ces derniers.

Le modèle économique de la Société pour la gestion des actifs financiers représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. Le modèle économique détermine si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux.

Évaluation ultérieure

Actifs financiers au coût amorti

La Société évalue les actifs financiers au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les actifs financiers au coût amorti sont par la suite évalués au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et sont assujettis à la dépréciation. Les profits et les pertes sont comptabilisés en résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé, modifié ou déprécié.

Les actifs financiers de la Société au coût amorti comprennent les créances clients et autres débiteurs, l'investissement net dans des contrats de sous-location, ainsi que la trésorerie et la trésorerie soumise à restrictions.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les placements en titres de capitaux propres (« JVAERG – Placements en titres de capitaux propres »)

Lors de la comptabilisation initiale, la Société peut choisir de classer de façon irrévocable ses placements en titres de capitaux propres comme des instruments de capitaux propres désignés à la JVAERG lorsqu'ils répondent à la définition de capitaux propres donnée dans IAS 32, *Instruments financiers: Présentation*, et qu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Le classement est déterminé instrument par instrument.

Les profits et les pertes sur ces actifs financiers ne sont jamais reclassés en résultat net. Les dividendes sont comptabilisés en tant qu'autres produits dans l'état du résultat net lorsque le droit de recevoir le paiement a été établi, sauf si la Société tire des avantages de ce produit en tant que recouvrement d'une partie du coût de l'actif financier. Dans ce cas, les profits sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

La Société a choisi de classer de façon irrévocable ses placements en titres de capitaux propres (présentés dans les actifs financiers et autres) dans cette catégorie.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés au moment de la comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du résultat net et les actifs financiers devant obligatoirement être évalués à la juste valeur. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils ont été acquis principalement en vue d'être vendu ou racheté dans un proche avenir. Les dérivés, y compris les

dérivés incorporés distincts, sont aussi classés comme détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils ne soient désignés comme des instruments de couverture efficaces. Les actifs financiers dont les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sont classés et évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, quel que soit le modèle économique. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentés dans l'état de la situation financière à la juste valeur et les variations nettes de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état du résultat net.

La Société détient un prêt lié à un contrat à terme de gré à gré dans cette catégorie. Le prêt est inclus dans les autres débiteurs.

Décomptabilisation

La Société décomptabilise un actif financier si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif expirent ou si elle transfère à une autre partie l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de cet actif.

Il n'y a aucun reclassement à la décomptabilisation de placements en titres de capitaux propres à la JVAERG.

Dépréciation d'actifs financiers

En ce qui concerne la dépréciation des actifs financiers, IFRS 9 exige de suivre le modèle des pertes de crédit attendues. Le modèle des pertes de crédit attendues exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Dans le cas des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société a appliqué l'approche simplifiée permise en vertu d'IFRS 9, qui exige que les pertes de crédit attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale. Bien que la trésorerie et la trésorerie soumise à restrictions, les autres débiteurs et l'investissement net dans des contrats de sous-location soient aussi assujettis aux exigences relatives à la dépréciation en vertu d'IFRS 9, les pertes de crédit attendues identifiées n'étaient pas significatives. Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie liées aux créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client.

La Société évalue si les actifs financiers sont dépréciés à chaque date de clôture. La Société considèrera qu'un actif financier fait l'objet d'une défaillance lorsqu'il est improbable que la partie redevable s'acquitte de ses obligations envers la Société dans son ensemble et que la Société ne peut exercer aucun recours pour réaliser la garantie (le cas échéant). La Société a choisi de considérer qu'une défaillance ne survient pas lorsque l'actif financier est en souffrance plus de 90 jours, car la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage et que le risque de défaillance n'est pas nécessairement accru. Lorsqu'elle évalue si une partie redevable manque à ses obligations, la Société tiendra compte d'indicateurs qualitatifs (p. ex. non-respect des conditions) et quantitatifs (p. ex. état « en retard ») et de données obtenues à l'interne et de sources externes. Les données utilisées pour évaluer si un actif financier fait l'objet d'une défaillance, de même que leur importance, peuvent varier au fil du temps en fonction des circonstances. Les mêmes facteurs sont considérés pour déterminer s'il faut radier des créances clients les montants imputés à la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients. L'évaluation de la probabilité de défaillance et des pertes en cas de défaillance repose sur les données historiques ajustées en fonction des circonstances actuelles du client. Aucune créance client n'est radiée directement à même la charge pour créances douteuses.

3.6.2 Passifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Les passifs financiers sont classés, lors de la comptabilisation initiale, comme passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, emprunts, créditeurs ou comme dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture dans une couverture efficace, selon le cas. Tous les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur et, dans le cas des emprunts et des créditeurs, à la juste valeur moins les coûts de transaction.

Les passifs financiers de la Société comprennent les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les obligations liées à des contrats de location, les emprunts, y compris les découverts bancaires, et les instruments financiers dérivés.

Pages Jaunes Limitée comptabilise initialement tous les passifs financiers, et en particulier les billets garantis de premier rang, les débentures échangeables et les dettes fournisseurs et autres créditeurs à la juste valeur moins les coûts de transaction, et par la suite au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat hybride comprenant également un contrat hôte non dérivé, qui a pour effet de faire varier certains des flux de trésorerie de l'instrument composé d'une manière similaire à un dérivé autonome. Un dérivé incorporé dans un contrat hybride, avec un contrat hôte qui est un passif financier ou un contrat hôte non financier, est séparé du contrat hôte et comptabilisé en tant que dérivé distinct s'il est séparé du contrat hôte, lorsque certaines conditions sont remplies et qu'il est comptabilisé en tant que dérivé distinct. Les dérivés incorporés sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

La Société possède à l'heure actuelle un dérivé incorporé sous la forme d'une option de rachat en trésorerie pour les débentures échangeables de la Société.

Évaluation ultérieure

L'évaluation des passifs financiers dépend de leur classement, tel qu'il est décrit ci-dessous :

Emprunts

Il s'agit de la catégorie la plus pertinente pour la Société. Après la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêt sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés en résultat net lorsque les passifs sont décomptabilisés, ainsi que tout au long du processus d'amortissement au taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte de tout escompte ou prime découlant de l'acquisition et des frais ou coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. L'amortissement au taux d'intérêt effectif est inclus dans les charges financières dans l'état du résultat net. Cette catégorie s'applique aux billets garantis de premier rang et aux débentures échangeables.

Décomptabilisation

La Société décomptabilise les passifs financiers si et seulement si les obligations de la Société sont exécutées, sont annulées ou ont expiré. La différence entre la valeur comptable du passif financier décomptabilisé et la contrepartie payée et exigible est comptabilisée en résultat net.

3.7 Frais de publication différés

Les frais de publication différés sont comptabilisés au titre des frais de publication directs et marginaux engagés au cours de la vente, de la fabrication et de la distribution d'annuaires téléphoniques imprimés, de même qu'au cours de la vente, de la prestation et de l'exécution de nos produits et services numériques. L'immobilisation incorporelle correspond aux coûts qui seront recouverts au cours de périodes futures lorsque les produits liés aux annuaires et les produits tirés des produits et services numériques seront comptabilisés. Une immobilisation incorporelle est comptabilisée à l'actif lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Pages Jaunes Limitée exerce le contrôle sur le contrat pour lequel les coûts ont été engagés;
- Le contrôle découle d'événements passés;
- On s'attend à ce que des avantages économiques futurs reviennent à Pages Jaunes Limitée;
- L'immobilisation est identifiable et constitue un élément non monétaire et sans substance physique.

Les frais de publication différés sont initialement évalués au coût et comptabilisés dans les coûts d'exploitation à la livraison de la publication ou à l'exécution des produits et services numériques.

3.8 Commissions différées

Les commissions différées versées représentent les coûts pour l'obtention de nouveaux contrats de vente. Ces coûts sont amortis de manière linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages. La Société comptabilise à titre de charges les commissions versées pour le renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an.

3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les divers composants des immobilisations corporelles sont amortis séparément en fonction de leur durée d'utilité estimée et, par conséquent, leur durée d'amortissement est significativement différente. Le coût d'un actif comprend les dépenses directement attribuables à son acquisition.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre de composant distinct, au besoin, s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront à Pages Jaunes Limitée et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts d'entretien et de réparation sont passés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont engagés. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction des coûts inscrits à l'actif, déduction faite de toute valeur résiduelle sur une période correspondant à la durée d'utilité de chaque actif.

Au 31 décembre 2019, les durées d'utilité prévues sont les suivantes :

Matériel de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Autre matériel	De 3 à 12 ans
Améliorations locatives	Durée la plus courte entre la durée du contrat de location ou la durée d'utilité

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée d'utilité d'un actif sont révisés au moins une fois au cours de l'exercice. Les immobilisations corporelles sont soumises à des tests de dépréciation lorsqu'il y a indication de dépréciation. Lorsque la valeur recouvrable d'une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, une perte de valeur est comptabilisée. Lorsque l'actif pris individuellement ne génère pas d'entrées de fonds indépendantes, Pages Jaunes Limitée détermine la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel l'actif appartient.

3.10 Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour déterminer si un contrat de location confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé, la Société apprécie si :

- le contrat implique l'utilisation d'un actif déterminé;
- la Société a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif tout au long de la durée d'utilisation;
- la Société a le droit de décider de l'utilisation de l'actif.

À la passation, la Société répartit la contrepartie prévue au contrat entre toutes les composantes locatives sur la base de leur prix distinct relatif.

3.10.1 En tant que preneur

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation liée à un contrat de location à la date de début. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, lequel comprend le montant initial de l'obligation liée à un contrat de location, ajusté des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, plus tous les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'actif sous-jacent ou à la remise en état de l'actif sous-jacent ou la restauration du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est par la suite amorti selon le mode linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Les durées d'utilité estimées des actifs au titre de droits d'utilisation sont déterminées sur la même base que celles des immobilisations corporelles. De plus, l'actif au titre du droit d'utilisation est diminué périodiquement des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation liée à un contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à des tests de dépréciation conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, et les pertes de valeur sont comptabilisées dans les frais de restructuration et autres charges dans les états consolidés du résultat net.

L'obligation liée à un contrat de location est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas payés à la date de début, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il est impossible de déterminer facilement ce taux, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. La Société utilise habituellement son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation.

L'obligation liée à un contrat de location est par la suite évaluée au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et ajustée en fonction des intérêts courus et des paiements de loyers s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux. Elle est réévaluée s'il y a un changement dans la somme estimée que la Société s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, un changement aux conditions de location, comme des modifications à la superficie visée par le contrat de location, ou si la Société change son évaluation à savoir si elle exercera une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Lorsque l'obligation liée à un contrat de location est réévaluée de cette manière, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été réduite à zéro.

La Société a choisi de comptabiliser une charge locative de manière linéaire pour les contrats de location à court terme, soit ceux d'une durée de 12 mois ou moins, et pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Ces charges sont présentées au poste Coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net. Les montants liés à ces contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur ne sont pas significatifs.

3.10.2 En tant que bailleur

Lorsque la Société agit à titre de bailleur, elle détermine à la date de début si chaque contrat de location est un contrat de location simple ou un contrat de location-financement.

Pour classer les contrats de location, la Société évalue si, globalement, le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent. Si c'est le cas, le contrat de location est un contrat de location-financement; si ce n'est pas le cas, il s'agit d'un contrat de location simple. Dans le cadre de cette évaluation, la Société prend en considération certains indicateurs, comme celui de savoir si la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif.

La Société a évalué et classé ses contrats de sous-location en tant que contrats de location-financement et a par conséquent décomptabilisé les actifs au titre de droits d'utilisation liés aux contrats de location principaux respectifs faisant l'objet d'une sous-location, comptabilisé des créances locatives équivalentes à l'investissement net dans les contrats de sous-location, conservé les obligations liées aux contrats de location comptabilisées précédemment en sa qualité de preneur, comptabilisé les charges d'intérêts connexes par la suite et comptabilisé les produits d'intérêts sur la créance au titre de la sous-location en sa qualité de bailleur du contrat de location-financement.

3.11 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont identifiées et constatées séparément du goodwill lorsqu'elles découlent de droits légaux ou contractuels ou qu'elles peuvent être séparées de l'entreprise acquise et vendues, transférées, assorties d'un contrat de licence ou échangées. Le coût de ces immobilisations incorporelles est réputé correspondre à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles qui n'ont pas été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne, constituées de logiciels utilisés par la Société, sont constatées dans la mesure où les critères

d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, sont respectés. Les frais de développement des immobilisations incorporelles développées à l'interne sont comptabilisés au coût uniquement si Pages Jaunes Limitée peut démontrer:

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et d'autre nature adéquates en vue de mener à bien le développement de l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité de mesurer de façon fiable la dépense relative à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le montant initial comptabilisé au titre d'une immobilisation incorporelle développée à l'interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle a satisfait pour la première fois aux critères de comptabilisation énumérés ci-dessus. Lorsqu'aucune immobilisation incorporelle développée à l'interne ne peut être comptabilisée, les dépenses de développement sont passées en charges dans l'état du résultat net au cours de la période où elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne comprennent les coûts se rapportant aux logiciels et aux licences d'utilisation de logiciels employés dans le développement des systèmes de Pages Jaunes Limitée, ainsi que toutes les charges salariales et tous les frais de consultation directement attribuables. Ces éléments ne sont pas amortis tant que les immobilisations ne peuvent être utilisées.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles doivent être comptabilisées à leur coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit :

Ententes de non-concurrence	Mode linéaire sur la plus courte des deux périodes suivantes: 7 ans ou la durée de vie de l'entente
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Mode linéaire sur une période de 3 ans ou moins
Marques de commerce	Mode linéaire sur 10 ans
Noms de domaine	Mode linéaire sur 4 à 12 ans
Logiciels	Mode linéaire sur 3 ans

La durée d'utilité estimée et le mode d'amortissement sont révisés à la fin de chaque période ou exercice et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée à sa cession, ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Les profits ou les pertes découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle (calculés en tant que différences entre le produit net de la cession ou la juste valeur, le cas échéant, et la valeur comptable de l'actif) sont comptabilisés dans l'état du résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé.

3.12 Goodwill

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale est comptabilisé en tant qu'actif à la date à laquelle le contrôle est acquis (la date d'acquisition). Le goodwill est évalué comme l'excédent de la somme de la contrepartie de l'acquisition sur la juste valeur de l'actif net identifiable acquis.

Le goodwill n'est pas amorti. Il est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ou plus souvent s'il y a des indices de dépréciation. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans l'état du résultat net et ne fait pas l'objet d'une reprise par la suite.

En raison des pertes de valeur comptabilisées à l'égard du goodwill au cours des exercices précédents et de la cession du goodwill restant en 2018 parallèlement à la cession de DuProprio/ComFree (« DPCF »), la Société n'a plus de goodwill.

3.13 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

À chaque date de clôture, Pages Jaunes Limitée détermine s'il existe une quelconque indication que les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité déterminée se sont dépréciées. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, Pages Jaunes Limitée évalue la valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT auquel l'actif appartient. Une UGT s'entend du plus petit groupe d'actifs identifiables générant des entrées de trésorerie indépendantes de celles générées par d'autres actifs.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéterminée et celles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, de même que le goodwill, le cas échéant, sont soumis à un test de dépréciation annuellement et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié. La plupart des immobilisations incorporelles de la Société ne génèrent pas d'entrées de fonds indépendantes de celles des autres actifs; elles font donc l'objet de tests au sein de leurs UGT respectives.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT) pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une UGT) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans l'état du résultat net.

Si la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. La Société ne réduit pas la valeur comptable d'un actif en deçà de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie ou de sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants.

3.14 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs, y compris les charges à payer, sont comptabilisés au moment où Pages Jaunes Limitée est tenue d'effectuer des paiements futurs en raison de l'achat d'actifs ou de services. Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés au coût amorti.

3.15 Provisions

Les provisions sont comptabilisées si Pages Jaunes Limitée a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses qui devraient être nécessaires pour régler l'obligation au moyen d'un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. L'augmentation de la provision due à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges financières. Les provisions font l'objet d'une reprise lorsque de nouveaux facteurs externes surgissent, comme des conditions de marché, ou lorsque des facteurs internes indiquent que la valeur recouvrable est supérieure ou inférieure à ce qui était initialement prévu.

3.15.1 Contrats déficitaires

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque Pages Jaunes Limitée a un contrat en vertu duquel les coûts inévitables engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques qu'elle s'attend à recevoir du contrat.

3.15.2 Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque Pages Jaunes Limitée a un plan formalisé et détaillé de restructuration et qu'elle a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration, soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur annonçant ses principales caractéristiques. L'évaluation d'une provision pour restructuration tient seulement compte des dépenses directement liées à la restructuration, c'est-à-dire les dépenses qui sont à la fois nécessairement entraînées par la restructuration et non liées aux activités poursuivies par l'entité.

3.16 Avantages du personnel

3.16.1 Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations à des régimes à cotisations définies sont comptabilisées à titre de charges au titre des avantages du personnel dans l'état du résultat net lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à titre d'actifs dans la mesure où un remboursement en trésorerie ou une diminution des paiements futurs sont possibles.

3.16.2 Régimes à prestations définies

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux régimes à prestations définies est calculée séparément pour chaque régime en estimant le montant des prestations futures accumulées par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces prestations sont actualisées afin de déterminer leur valeur actuelle. La juste valeur des actifs du régime est déduite de l'obligation. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés

de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe au titre du régime, ajusté en fonction d'un écart afin de tenir compte de tout risque de crédit additionnel, et qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations doivent être versées. Ce calcul est effectué à chaque exercice par un actuaire qualifié au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Pages Jaunes Limitée comptabilise tous les écarts actuariels découlant de ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation, qui comprend les écarts actuariels, l'incidence des variations du plafond de l'actif, le cas échéant, et le rendement des actifs du régime, compte non tenu des intérêts nets sur l'obligation au titre des prestations définies, est reflétée immédiatement dans l'état de la situation financière, et une imputation ou un crédit est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reflétée immédiatement dans les bénéfices non distribués et ne sera pas classée dans l'état du résultat net. Les coûts des services passés sont comptabilisés dans l'état du résultat net de la période au cours de laquelle une modification au régime est annoncée aux employés. Les intérêts nets, qui sont calculés en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies, sont inclus dans le montant net des charges financières, tandis que les coûts des services sont comptabilisés dans les charges d'exploitation.

3.16.3 Autres avantages à long terme

L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux avantages à long terme autres qu'au titre de régimes de retraite correspond au montant des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces avantages sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle, et la juste valeur des actifs connexes est déduite de ce montant. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe. Ce calcul est effectué au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les écarts actuariels sont comptabilisés à la période au cours de laquelle ils surviennent.

3.16.4 Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges lorsque Pages Jaunes Limitée ne peut plus se rétracter de l'offre de ces indemnités, ou, si cela se produit à une date antérieure, lorsqu'il n'y a aucune possibilité réelle de se rétracter d'un plan formalisé et détaillé visant à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite ou de l'octroi des indemnités de cessation d'emploi suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités de cessation d'emploi destinées à encourager les départs volontaires sont passées en charges si Pages Jaunes Limitée a fait une offre afin d'encourager ces départs, qu'il est probable que cette offre sera acceptée et que le nombre d'employés qui accepteront l'offre peut être estimé de manière fiable.

3.16.5 Avantages à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et passées en charges lorsque les services connexes sont fournis.

Un passif est comptabilisé au titre du montant que l'on prévoit verser si Pages Jaunes Limitée a l'obligation juridique ou implicite de verser ce montant en contrepartie de services passés et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

3.16.6 Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance, les unités d'actions différées, les options sur actions et les droits à l'appréciation d'actions de Pages Jaunes Limitée attribuées à des employés et à des administrateurs sont évaluées à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution.

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance et les unités d'actions différées attribuées peuvent être réglées en trésorerie ou en capitaux propres au gré de la Société. Si le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance est capitalisé, les employés admissibles recevront des actions ordinaires au moment de l'acquisition des droits des instruments. La partie capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en capitaux propres et comptabilisée en conséquence dans les capitaux propres. Dans le cas où ces régimes ne seraient pas capitalisés, Pages Jaunes Limitée versera un montant en trésorerie aux employés et aux administrateurs admissibles au moment de l'acquisition des droits. La partie non capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en trésorerie et comptabilisée en tant que passif. Les droits à l'appréciation d'actions sont réglés en trésorerie et comptabilisés en conséquence en tant que passif. Les passifs de ces régimes sont réévalués à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation. Certaines des options sur actions de la Société peuvent être réglées en trésorerie si certaines conditions sont respectées. Ces options sur actions sont comptabilisées en tant que passif, lequel est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des instruments fondés sur des actions est passée en charges de manière linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de Pages Jaunes Limitée quant au nombre d'instruments fondés sur des actions dont les droits seront éventuellement acquis. À chaque période de présentation de l'information financière, Pages Jaunes Limitée révisé son estimation du nombre d'instruments fondés sur des actions dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision de cette estimation initiale, le cas échéant, est comptabilisée dans l'état du résultat net, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve.

3.17 Instruments de capitaux propres émis par Pages Jaunes Limitée

Par instrument de capitaux propres, on entend tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par Pages Jaunes Limitée sont comptabilisés au produit reçu, déduction faite des frais d'émission directs.

Les coûts de transaction engagés par Pages Jaunes Limitée dans le cadre de l'émission, de l'acquisition ou de la vente de ses propres instruments de capitaux propres sont portés en déduction des capitaux propres dans la mesure où il s'agit de coûts marginaux directement attribuables à la transaction portant sur les capitaux propres et qui n'auraient pas été générés autrement.

3.18 Secteurs opérationnels

Les informations sur les secteurs opérationnels sont présentées conformément aux rapports internes régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de Pages Jaunes Limitée en vue d'évaluer la performance de chaque secteur et de leur affecter des ressources. Le président et chef de la direction a été désigné comme le principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels. Les activités de la Société sont classées en deux secteurs à présenter : PJ et Autre. Les méthodes comptables que la Société utilise à l'égard de ses secteurs à présenter correspondent à celles qu'elle utilise dans ses états financiers consolidés.

3.19 Produits

Les produits de Pages Jaunes Limitée sont composés d'honoraires contractuels constitués d'un important volume de transactions de faible valeur et sont liés aux produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés. Les produits de la Société sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite d'une correction de valeur pour ajustements des produits et des taxes de vente. Les montants de la contrepartie sont généralement déterminés.

Les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis après la livraison des annuaires imprimés. Les produits tirés des médias imprimés sont généralement facturés sur une base mensuelle tout au long de l'année de publication.

Les produits tirés des médias et solutions numériques provenant des petites annonces et des grandes annonces sont comptabilisés en résultat sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat, laquelle est habituellement de 12 mois, puisque le client retire les avantages de l'annonce et en bénéficie simultanément pendant la période d'affichage de l'annonce. Certains produits, comme les honoraires pour la conception de sites Web et de vidéos, sont comptabilisés à un moment précis lorsque la conception des sites Web et des vidéos est terminée, puisque l'obligation de prestation est remplie.

Le paiement est généralement exigible dès la réception de la facture pour tous les clients. La ventilation des produits par groupe de produits et secteur est présentée à la note intitulée « Information sectorielle ».

La correction de valeur pour ajustements des produits est comptabilisée à titre de réduction des produits et représente une estimation des réclamations attendues des clients. Cette estimation est fondée en partie sur les antécédents de la Société en matière de réclamations.

3.20 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'actifs qualifiés, lesquels exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés, sont inscrits à ces actifs, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt pour son utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Actuellement, la Société n'a inscrit aucun coût d'emprunt à l'actif.

3.21 Imposition

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt exigible et différé.

3.21.1 Impôt exigible

Le bénéfice imposable diffère du bénéfice comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net, car il exclut des éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours des autres exercices de même que des éléments qui ne sont jamais imposables ni déductibles. Le passif d'impôt exigible de Pages Jaunes Limitée est calculé au moyen des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

3.21.2 Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et la valeur fiscale correspondante utilisée dans le calcul du bénéfice imposable, et il est comptabilisé au moyen de la méthode du report variable. Des passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, et les actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs et passifs ne sont pas comptabilisés si la différence temporaire découle d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale des autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable, ni sur le bénéfice comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf si Pages Jaunes Limitée est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporaire et que la différence temporaire se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle le passif sera réglé ou l'actif sera réalisé, en fonction des taux d'impôt (et lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'évaluation des passifs et actifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont Pages Jaunes Limitée s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si Pages Jaunes Limitée a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôt et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et si Pages Jaunes Limitée a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôt.

3.21.3 Impôt exigible et différé pour la période

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans l'état du résultat net à titre de charge ou de produit, sauf s'il concerne des éléments qui sont comptabilisés hors du bénéfice net dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est aussi comptabilisé hors du bénéfice net, ou s'il découle de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises. Dans le cas d'un regroupement d'entreprises, l'incidence fiscale applicable est prise en compte dans la comptabilisation de ce regroupement.

3.22 Estimations et jugements importants

L'établissement d'états financiers consolidés requiert de la direction qu'elle procède à des estimations et formule des hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains actifs et passifs, produits et charges, ainsi que sur l'information présentée dans les notes annexes. La direction révisé périodiquement ces estimations et hypothèses afin de veiller à leur pertinence à l'égard de l'expérience passée et de la situation économique. Les éléments contenus dans les états financiers à venir pourraient être différents des estimations actuelles en raison de modifications de ces hypothèses. L'incidence des changements d'estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit et dans toutes les périodes ultérieures touchées.

Les estimations et les jugements effectués par la direction qui sont essentiels à la détermination de la valeur comptable des actifs et des passifs sont abordés ci-après.

Estimations importantes

Correction de valeur pour ajustements des produits

La Société comptabilise une correction de valeur pour ajustements des produits à titre de réduction des produits, laquelle représente une estimation des réclamations attendues des clients. La Société met à jour son estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits en fonction des antécédents en matière de réclamations ainsi qu'en fonction de facteurs liés aux clients. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les réclamations réelles sont plus ou moins élevées que ce qui était prévu précédemment.

Estimation de la durée du contrat de location

Lorsque la Société comptabilise un contrat de location, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si le contrat fera l'objet d'une prolongation ou si une option de résiliation anticipée sera exercée. La Société a établi que la durée de ses contrats de location correspond à la période de location initiale, puisqu'elle n'a pas la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation anticipée sera exercée. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société prolonge les contrats de location ou exerce une option de résiliation anticipée.

Déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié

La Société détermine si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié, en particulier lorsqu'elle libère des espaces de bureaux et qu'elle doit déterminer la recouvrabilité de l'actif, dans la mesure où la Société peut procéder à la sous-location de l'actif ou résilier le contrat de location et recouvrer ses coûts. La Société examinera les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés visés par un contrat de location. La détermination du taux de recouvrement du coût du contrat de location exige de la direction qu'elle formule d'importantes estimations fondées sur la disponibilité d'espaces de bureaux semblables sur le marché et des conditions du marché local. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société réussit à sous-louer ses locaux libérés à un loyer supérieur ou inférieur ou à des dates différentes à ce qui était prévu initialement.

Évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients

Relativement à la dépréciation des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société utilise le modèle des pertes de crédit attendues, qui exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de la créance client. Les pertes de crédit attendues pour créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de la Société en cas de changement soudain à la conjoncture économique ou à la solvabilité des clients.

Déterminer le taux d'actualisation pour les contrats de location

IFRS 16 exige que la Société actualise les paiements de loyers selon le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location si ce taux est facilement disponible. Si ce taux ne peut être déterminé facilement, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. En règle générale, la Société a utilisé son taux d'emprunt marginal lors de la comptabilisation initiale des contrats de location, étant donné que les taux d'intérêt implicites n'étaient pas facilement accessibles puisque l'information sur la juste valeur des actifs sous-jacents et les coûts directs engagés par le bailleur à l'égard des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location a été déterminé à la date de début et recalculé à la date d'évaluation, le cas échéant.

Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et de ses immobilisations corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services selon les taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (économies) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture, réévaluée s'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible, ou réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Jugements importants

Provisions au titre des positions fiscales incertaines

Pages Jaunes Limitée est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Il faut faire appel à un jugement important dans l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes Limitée constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées par des discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents.

Pages Jaunes Limitée examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture et réévalue ses provisions si elle reçoit des informations indiquant que celles-ci pourraient augmenter ou diminuer. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la charge au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi. Cette estimation n'était pas significative pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, mais était significative pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

4. Perte (profit) à la vente d'entreprises

Le 30 avril 2019, la Société a vendu ses activités de réservation de restaurants et de gestion de tables par la vente des actifs de PJ Resto et de Bookenda, ainsi que sa participation de 40 % dans les activités de Bookenda International, pour une contrepartie totale de 2,1 M\$ (y compris un ajustement du fonds de roulement). De ce montant, une tranche de 0,2 M\$ demeure en mains tierces et sera relâchée douze (12) mois après la vente. La vente s'est traduite par la comptabilisation d'une perte de 0,4 M\$ dans les états consolidés du résultat net. La valeur comptable nette des actifs et des passifs au moment de la cession s'élevait à 1,9 M\$, ce qui comprend essentiellement des immobilisations incorporelles.

Avec prise d'effet le 31 mai 2018, Page Jaunes a cédé Totem et Western Media Group, deux sociétés liées de la Société, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 0,7 M\$ dans les états consolidés du résultat net.

Le 6 juillet 2018, la filiale entièrement détenue de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a vendu DPCF à Purplebricks Group PLC (« PB ») pour une contrepartie en trésorerie de 51,0 M\$ sur une base sans endettement, sous réserve d'un ajustement du fonds de roulement. Un montant de 1,8 M\$ a été déposé en mains tierces et devrait être reçu 18 mois après la vente s'il n'y a aucune réclamation à payer. Une perte de 0,8 M\$ a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

Le 23 juillet 2018, Pages Jaunes Limitée a cédé l'entreprise Pages Jaunes Immobilier pour un montant nominal. Une perte de 0,7 M\$ a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

Le 22 août 2018, Pages Jaunes Limitée a vendu les actifs liés aux activités de sa division RedFlagDeals à VerticalScope Inc. pour un montant en trésorerie de 12,0 M\$. Un profit de 7,5 M\$ a été comptabilisé dans les états consolidés du résultat net.

Le 31 décembre 2018, Pages Jaunes Limitée a vendu ses actifs de JUICE Mobile, exception faite du fonds de roulement, pour 1,0 M\$. Une perte de 0,6 M\$ a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

La Société a comptabilisé des coûts de transaction et d'autres coûts connexes d'un montant total de 0,5 M\$ (2018 – 1,3 M\$) à la vente des entreprises décrites ci-dessus en 2019, qui ont été portés en déduction de la perte (du profit) à la vente d'entreprises.

La valeur comptable des actifs et des passifs au moment de la cession de DPCF, des actifs liés aux activités de la division RedFlagDeals, de l'entreprise Pages Jaunes Immobilier, de Totem, de Western Media Group et de JUICE en 2018 est la suivante :

Actifs	DPCF	Autres	Total
Charges payées d'avance	– \$	198 \$	198 \$
Immobilisations corporelles	1 009	300	1 309
Actifs au titre de droits d'utilisation	989	51	1 040
Immobilisations incorporelles	30 728	6 679	37 407
Goodwill	26 829	–	26 829
	59 555 \$	7 228 \$	66 783 \$
Passifs			
Impôt différé	7 267 \$	– \$	7 267 \$
Obligations liées à des contrats de location	1 004	56	1 060
Autres	8	421	429
	8 279 \$	477 \$	8 756 \$
Actifs et passifs, montant net	51 276 \$	6 751 \$	58 027 \$
Entrées de trésorerie nettes			
Contrepartie en trésorerie	49 215 \$	14 450 \$	63 665 \$

5. Trésorerie soumise à restrictions

Au 31 décembre 2019, le solde de la trésorerie soumise à restrictions était de néant.

Au 31 décembre 2018, un montant en trésorerie de 1,4 M\$ était soumis à restrictions par la Société et ses filiales, principalement à l'égard de la trésorerie détenue en mains tierces, qui est assujettie aux conditions de l'entente relative aux billets garantis de premier rang. Ce montant a été inclus dans le paiement de rachat de billets garantis de premier rang effectué le 31 mai 2019.

6. Actifs et passifs sur contrat

Le tableau suivant présente de l'information sur les actifs sur contrat qui sont inclus dans les créances clients et autres débiteurs.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Actifs sur contrat	41 785 \$	51 601 \$
Correction de valeur pour ajustements des produits et pertes de crédit attendues	(3 703)	(3 656)
Actifs sur contrat, déduction faite de la correction de valeur pour ajustements des produits et pertes de crédit attendues	38 082 \$	47 945 \$

Les actifs sur contrat qui sont inclus dans les créances clients et autres débiteurs comprennent les paiements au titre des produits imprimés liés aux annuaires livrés qui ne sont pas encore exigibles par les clients et qui représentent le droit de la Société à une contrepartie pour les services fournis. Tout montant comptabilisé précédemment à titre d'actif sur contrat est reclassé dans les créances clients une fois qu'il a été facturé au client.

Les variations des actifs sur contrat d'un exercice à l'autre se rapportent essentiellement aux variations des produits tirés des médias imprimés.

Les produits liés aux obligations de prestation non remplies (ou à celles qui sont partiellement remplies à la date de clôture) devraient être comptabilisés au cours des douze prochains mois.

Les passifs sur contrat sont des produits différés qui se rapportent essentiellement à la contrepartie anticipée reçue des clients pour lesquels les produits sont comptabilisés au fil du temps.

7. Commissions différées

	2019	2018
Commissions différées, solde d'ouverture	8 518 \$	16 879 \$
Ajouts – coûts engagés pour obtenir des contrats	3 129	7 255
Amortissement comptabilisé dans les coûts d'exploitation	(8 037)	(15 616)
Commissions différées, solde de clôture	3 610 \$	8 518 \$

Les commissions différées versées aux représentants des ventes se rapportent aux coûts pour l'obtention de nouveaux contrats de vente. Ces coûts sont amortis de manière linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages. La Société comptabilise les commissions versées aux représentants des ventes pour le renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an à titre de charges.

8. Contrats de location

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a résilié les contrats de location de certains espaces de bureaux vacants, ce qui a donné lieu à une diminution des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations corporelles liées à ces espaces de bureaux, qui comprennent essentiellement des améliorations locatives et du matériel de bureau, de même qu'à une diminution des obligations liées à des contrats de location. La Société a aussi sous-loué certains espaces de bureaux auparavant vacants, ce qui a donné lieu à une diminution des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations corporelles liées à ces espaces de bureaux, qui comprennent essentiellement des améliorations locatives et du matériel de bureau, de même qu'à une augmentation de l'investissement net dans des contrats de sous-location.

L'incidence des transactions décrites ci-dessus a donné lieu à ce qui suit :

- Une réduction de 17,5 M\$ des actifs au titre de droits d'utilisation (2018 – 15,9 M\$);
- Une réduction de 14,1 M\$ des obligations liées à des contrats de location (2018 – 9,9 M\$);
- Une augmentation de 19,3 M\$ de l'investissement net dans des contrats de sous-location (2018 – 7,6 M\$); et
- Une réduction de 14,1 M\$ des immobilisations corporelles (2018 – néant).

À la suite des transactions décrites ci-dessus, la Société a comptabilisé un recouvrement net de 1,8 M\$ (2018 – recouvrement net de 1,6 M\$) dans les frais de restructuration et autres charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Obligations liées à des contrats de location

Le tableau suivant présente un sommaire de l'évolution des obligations liées à des contrats de location.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Obligations liées à des contrats de location, solde d'ouverture	75 320 \$	86 179 \$
Acquisitions	496	1 180
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	-	4 150
Cessions ou résiliations d'actifs au titre de droits d'utilisation	(14 095)	(9 906)
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(3 836)	(6 283)
Obligations liées à des contrats de location, solde de clôture	57 885 \$	75 320 \$
Moins la tranche courante	2 767	4 352
Tranche non courante	55 118 \$	70 968 \$

Analyse des échéances – Flux de trésorerie non actualisés contractuels

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Moins de un an	7 109 \$	10 097 \$
De un an à cinq ans	27 809	34 084
Plus de cinq ans	57 587	82 566
Total des obligations liées à un contrat de location non actualisées	92 505 \$	126 747 \$

Montants comptabilisés dans les états du résultat net

Pour les exercices clos les	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Dotation à l'amortissement pour les actifs au titre de droits d'utilisation	(1 542) \$	(2 793) \$
Charges d'intérêts sur les obligations liées à un contrat de location	(4 799) \$	(6 409) \$
Produits d'intérêts sur investissement dans des contrats de sous-location	1 582 \$	216 \$

8.1 En tant que preneur

La Société loue des bureaux, et les contrats ont habituellement une durée de 15 à 18 ans. Certains contrats de location comprennent une option de renouvellement du contrat pour une période additionnelle de cinq ans après la fin de la durée du contrat.

8.1.1 Actifs au titre de droits d'utilisation¹

	2019	2018
Actifs au titre de droits d'utilisation, solde d'ouverture	32 583 \$	50 644 \$
Acquisitions	496	1 180
Dotations à l'amortissement	(1 542)	(2 793)
Perte de valeur	–	(1 627)
Cessions ou résiliations ²	(17 477)	(14 821)
Actifs au titre de droits d'utilisation, solde de clôture	14 060 \$	32 583 \$

¹ Les actifs au titre de droits d'utilisation se composent presque entièrement d'espaces de bureaux.

² En 2019, la Société a radié du matériel de bureau détenu en vertu de contrats de location-financement d'un coût de 7,9 M\$ et le cumul de l'amortissement correspondant. Par conséquent, l'incidence sur la valeur comptable nette des actifs au titre de droits d'utilisation était de néant.

8.2 En tant que bailleur

La Société sous-loue des bureaux qu'elle louait depuis 2014, 2015 et 2017. La Société a classé ces contrats de sous-location à titre de contrats de location-financement, puisqu'ils couvrent la durée restante des contrats de location principaux respectifs.

8.2.1 Investissement net dans des contrats de sous-location

	2019	2018
Investissement net dans des contrats de sous-location, solde d'ouverture	7 392 \$	– \$
Acquisitions	19 287	7 603
Désactualisation de l'investissement net dans des contrats de sous-location	324	–
Païement reçu des sous-locataires	(466)	(211)
Investissement net dans des contrats de sous-location, solde de clôture	26 537 \$	7 392 \$
Moins la tranche courante	926	13
Tranche non courante	25 611 \$	7 379 \$

8.2.2 Analyse des échéances – Flux de trésorerie non actualisés contractuels

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Moins de un an	3 022 \$	919 \$
De un an à deux ans	3 066	870
De deux à trois ans	3 128	796
De trois à quatre ans	3 143	810
De quatre à cinq ans	3 255	817
Plus de cinq ans	27 919	9 468
Total des paiements de loyers à recevoir non actualisés	43 533 \$	13 680 \$
Produits financiers non acquis	16 996	6 288
Investissement net dans des contrats de sous-location	26 537 \$	7 392 \$

9. Immobilisations corporelles

					2019
	Matériel de bureau	Matériel informatique	Autre matériel	Améliorations locatives	Total
Coût					
Au 31 décembre 2018	20 112 \$	43 052 \$	492 \$	51 336 \$	114 992 \$
Acquisitions	25	91	–	–	116
Cessions, radiations et transferts	(12 193)	(1 688)	(81)	(36 082)	(50 044)
Au 31 décembre 2019	7 944 \$	41 455 \$	411 \$	15 254 \$	65 064 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 décembre 2018	12 096 \$	38 561 \$	333 \$	34 484 \$	85 474 \$
Dotation à l'amortissement	241	2 222	6	806	3 275
Cessions, radiations et transferts	(5 670)	(1 521)	–	(28 803)	(35 994)
Au 31 décembre 2019	6 667 \$	39 262 \$	339 \$	6 487 \$	52 755 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	1 277 \$	2 193 \$	72 \$	8 767 \$	12 309 \$
2018					
	Matériel de bureau	Matériel informatique	Autre matériel	Améliorations locatives	Total
Coût					
Au 31 décembre 2017	26 213 \$	46 140 \$	683 \$	56 887 \$	129 923 \$
Acquisitions	85	1 161	–	–	1 246
Cessions, radiations et transferts	(6 186)	(4 249)	(191)	(5 551)	(16 177)
Au 31 décembre 2018	20 112 \$	43 052 \$	492 \$	51 336 \$	114 992 \$
Amortissement cumulé					
Au 31 décembre 2017	10 207 \$	35 697 \$	399 \$	32 654 \$	78 957 \$
Dotation à l'amortissement	2 067	4 288	115	2 883	9 353
Cessions, radiations et transferts	(178)	(1 424)	(181)	(1 053)	(2 836)
Au 31 décembre 2018	12 096 \$	38 561 \$	333 \$	34 484 \$	85 474 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	8 016 \$	4 491 \$	159 \$	16 852 \$	29 518 \$

10. Immobilisations incorporelles et goodwill

	2019						
	Marques de commerce et noms de domaine	Ententes de non-concurrence	Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Logiciels ¹	Total des immobilisations incorporelles	Goodwill	Total des immobilisations incorporelles
Coût							
Au 31 décembre 2018	90 689 \$	259 669 \$	– \$	381 967 \$	732 325 \$	– \$	732 325 \$
Acquisitions	–	–	–	9 647	9 647	–	9 647
Cessions, radiations et transferts ²	(78)	(686)	–	(132 789)	(133 553)	–	(133 553)
Au 31 décembre 2019	90 611 \$	258 983 \$	– \$	258 825 \$	608 419 \$	– \$	608 419 \$
Amortissement cumulé							
Au 31 décembre 2018	20 062 \$	259 669 \$	– \$	335 498 \$	615 229 \$	– \$	615 229 \$
Dotation à l'amortissement	7 823	–	–	26 469	34 292	–	34 292
Cessions, radiations et transferts	(78)	(686)	–	(130 087)	(130 851)	–	(130 851)
Au 31 décembre 2019	27 807 \$	258 983 \$	– \$	231 880 \$	518 670 \$	– \$	518 670 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	62 804 \$	– \$	– \$	26 945 \$	89 749 \$	– \$	89 749 \$
	2018						
	Marques de commerce et noms de domaine	Ententes de non-concurrence	Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Logiciels ¹	Total des immobilisations incorporelles	Goodwill	Total des immobilisations incorporelles et du goodwill
Coût							
Au 31 décembre 2017	110 518 \$	261 943 \$	10 698 \$	403 128 \$	786 287 \$	26 829 \$	813 116 \$
Acquisitions	–	–	–	13 605	13 605	–	13 605
Cessions, radiations et transferts	(19 829)	(2 274)	(10 698)	(34 766)	(67 567)	(26 829)	(94 396)
Au 31 décembre 2018	90 689 \$	259 669 \$	– \$	381 967 \$	732 325 \$	– \$	732 325 \$
Amortissement cumulé							
Au 31 décembre 2017	12 308 \$	261 218 \$	9 399 \$	310 010 \$	592 935 \$	– \$	592 935 \$
Dotation à l'amortissement	7 817	250	767	55 114	63 948	–	63 948
Cessions, radiations et transferts	(63)	(1 799)	(10 166)	(29 626)	(41 654)	–	(41 654)
Au 31 décembre 2018	20 062 \$	259 669 \$	– \$	335 498 \$	615 229 \$	– \$	615 229 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2018	70 627 \$	– \$	– \$	46 469 \$	117 096 \$	– \$	117 096 \$

¹ La valeur des logiciels en développement s'établissait à 1,9 M\$ (2018 – 7,7 M\$).

² Les cessions et les radiations se rapportent surtout aux logiciels mis hors service.

Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill

Comme la plupart des immobilisations incorporelles ne génèrent pas de rentrées de fonds qui sont dans une large mesure indépendantes de celles d'autres actifs ou d'un groupe d'actifs, la Société effectue le test de dépréciation de ses immobilisations incorporelles au niveau de l'UGT. À la suite des changements organisationnels apportés tout au long de l'exercice 2018 et au cours du premier trimestre de 2019, les actifs ne sont plus classés que dans un groupe d'UGT, soit PJ (se reporter à la note 18).

2019

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société ne détenait pas de goodwill ni d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée assujettis à un test de dépréciation annuel. En 2019, les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée ont été soumises à une évaluation des indices de dépréciation, et aucun autre test de dépréciation n'a été requis.

Pages Jaunes Limitée a cumulé des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles, le goodwill et les immobilisations corporelles de 1 379,6 M\$, 5 866,3 M\$ et 21,9 M\$, respectivement.

2018

En raison des pertes de valeur comptabilisées à l'égard du goodwill au cours des exercices précédents et de la cession du goodwill restant en 2018 parallèlement à la vente de DPCF, la Société n'a plus de goodwill et d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée assujettis à un test de dépréciation annuel. Ainsi, en 2018, les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée ont été soumises à une évaluation des indices de dépréciation, et aucun autre test de dépréciation n'a été requis.

11. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Fournisseurs	18 557 \$	30 040 \$
Intérêts courus sur les billets garantis de premier rang et les débentures échangeables	723	3 567
Charges liées aux salaires	4 123	5 086
Régimes incitatifs à long terme	5 106	2 287
Autres charges à payer	5 153	6 540
	33 662 \$	47 520 \$

12. Provisions

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 12,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui comprennent des frais de restructuration de 12,1 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 1,9 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 0,3 M\$ liée à la cession de logiciels, contrebalancés par un recouvrement net de 1,8 M\$ en raison de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$, qui comprennent des frais de restructuration de 32,0 M\$ attribuables essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 14,1 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. En outre, les frais de restructuration ont été contrebalancés par un recouvrement net de 1,6 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location, lui-même contrebalancé en partie par la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et un recouvrement net de 0,4 M\$ des coûts d'exploitation futurs pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux.

Les provisions pour frais de restructuration et autres charges représentent la valeur actualisée de la meilleure estimation quant à la sortie future d'avantages économiques qui seront nécessaires pour régler les provisions. Ces dernières pourraient varier en raison de nouveaux événements susceptibles d'influer sur les indemnités et les charges qui devront être versées.

Les autres provisions se rapportent surtout aux congés rémunérés et aux régimes incitatifs à court terme.

	Provisions pour restructuration	Provisions pour autres charges	Autres provisions	Total des provisions
Au 31 décembre 2018	9 131 \$	4 586 \$	25 766 \$	39 483 \$
Charges ¹	10 839	2 509	13 202	26 550
Paiements	(12 541)	(5 453)	(19 819)	(37 813)
Au 31 décembre 2019	7 429 \$	1 642 \$	19 149 \$	28 220 \$
Moins la tranche courante	6 187	1 513	18 944	26 644
Tranche non courante	1 242 \$	129 \$	205 \$	1 576 \$

¹ Les frais de restructuration et autres charges de 12,5 M\$ dans l'état du résultat net comprennent un recouvrement net de 0,8 M\$ sans effet sur la provision.

	Provisions pour restructuration	Provisions pour autres charges	Autres provisions	Total des provisions
Au 31 décembre 2017	10 081 \$	20 474 \$	23 076 \$	53 631 \$
Charges (recouvrement) ¹	30 838	(11 318)	25 467	44 987
Paiements	(31 788)	(4 570)	(19 286)	(55 644)
Cessions	–	–	(3 491)	(3 491)
Au 31 décembre 2018	9 131 \$	4 586 \$	25 766 \$	39 483 \$
Moins la tranche courante	8 384	3 710	25 579	37 673
Tranche non courante	747 \$	876 \$	187 \$	1 810 \$

¹ Les frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$ dans l'état du résultat net comprennent un recouvrement net de 3,6 M\$ sans effet sur la provision.

13. Avantages postérieurs à l'emploi

Pages Jaunes Limitée dispose de régimes de retraite composés d'un volet à prestations définies et d'un volet à cotisations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Pages Jaunes Limitée maintient des régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation à l'intention de certains dirigeants, en plus de régimes d'avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi (les « avantages complémentaires ») offerts à la quasi-totalité de ses employés.

Les régimes de retraite à prestations définies exposent habituellement la Société à des risques actuariels, comme le risque d'investissement, le risque de taux d'intérêt, le risque de longévité et le risque lié au salaire.

Risque d'investissement	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation déterminé par référence au rendement des obligations de sociétés de première qualité; si le rendement réel des actifs des régimes est inférieur à ce taux, un déficit sera généré. Actuellement, les régimes suivent une stratégie de placement relativement équilibrée entre des titres de capitaux propres et des instruments d'emprunt. Étant donné que l'obligation au titre des prestations définies est à long terme par nature, le comité de retraite juge approprié d'investir une part raisonnable des actifs dans des instruments de capitaux propres afin de maximiser le rendement.
Risque de taux d'intérêt	Une diminution du taux d'intérêt sur les obligations accroîtra l'obligation au titre des prestations définies, particulièrement sur une base de solvabilité. Par contre, même si une augmentation du rendement des placements des régimes de retraite à prestations définies atténuera partiellement cette augmentation; l'incidence pourrait être notable, étant donné que le passif des régimes est sensible aux variations des taux d'intérêt.
Risque de longévité	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des estimations des taux de mortalité chez les participants aux régimes, pendant et après l'emploi. Toute augmentation de l'espérance de vie des participants aux régimes aura pour effet de faire augmenter l'obligation au titre des prestations définies.
Risque d'inflation	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction du taux d'inflation. Ainsi, toute augmentation du taux d'inflation plus marquée que prévu aura pour effet de faire augmenter le passif des régimes à prestations définies.

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et le coût connexe des services rendus au cours de l'exercice et des services passés ont été évalués selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ils sont fondés sur l'évaluation actuarielle et le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies qui ont été effectués par Morneau Shepell, Fellows de l'Institut canadien des actuaires et de la Société des actuaires au 31 décembre 2017 et qui ont fait l'objet d'extrapolations au 31 décembre 2019. Aux fins de capitalisation, une évaluation actuarielle du volet à prestations définies des régimes de retraite de Pages Jaunes a également été effectuée au 31 décembre 2017. L'évaluation actuarielle des autres avantages a été effectuée au 31 décembre 2018 et les résultats ont fait l'objet d'extrapolations au 31 décembre 2019.

La variation des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs ainsi que le rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite à prestations définies et du montant comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2019 et 2018 se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2019		Au 31 décembre 2018	
	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	443 861 \$	– \$	507 022 \$	– \$
Cotisations de l'employeur	5 025	2 374	8 119	2 152
Cotisations des employés	673	–	868	–
Produits d'intérêts	16 093	–	16 594	–
Rendement des actifs des régimes, excluant les produits d'intérêts (gains actuariels)	66 115	–	(24 169)	–
Prestations versées	(47 320)	(2 374)	(43 614)	(2 152)
Actifs distribués à la liquidation	–	–	(20 318)	–
Frais d'administration	(418)	–	(641)	–
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	484 029 \$	– \$	443 861 \$	– \$
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	543 106 \$	33 107 \$	611 163 \$	39 231 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2 974	6	4 313	18
Cotisations des employés	673	–	868	–
Prestations versées	(47 320)	(2 374)	(43 614)	(2 152)
Obligations au titre des prestations définies éteintes à la liquidation	–	–	(18 679)	–
Coût financier	19 939	1 164	20 249	1 330
Économie sur coûts des services passés	–	(980)	(634)	(250)
(Gains actuariels) pertes actuarielles découlant de ce qui suit :				
Ajustements liés à l'expérience	(1 026)	–	2 058	928
Changements dans les hypothèses financières	54 394	2 933	(32 618)	(5 998)
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	572 740 \$	33 856 \$	543 106 \$	33 107 \$
Obligation nette au titre des prestations définies	(88 711) \$	(33 856) \$	(99 245) \$	(33 107) \$

¹ Comprennent les régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation.

Bien que l'ensemble des régimes de retraite ne soit pas considéré comme entièrement capitalisé à des fins de présentation de l'information financière, les régimes de retraite agréés sont capitalisés conformément aux règles et règlements prescrits applicables en matière de capitalisation régissant ces régimes.

Le tableau qui suit présente les principales hypothèses adoptées pour mesurer les obligations de Pages Jaunes Limitée en ce qui a trait aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires aux 31 décembre 2019 et 2018.

	Au 31 décembre 2019		Au 31 décembre 2018	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	3,10 %	3,10 %	3,80 %	3,80 %
Taux d'augmentation de la rémunération ¹	1,90 %	s.o.	1,90 %	s.o.
Taux d'inflation	1,40 %	2,00 %	1,40 %	2,00 %
Coûts nets des régimes d'avantages				
Taux d'actualisation (coût des services rendus au cours de l'exercice) à la fin de l'exercice précédent	3,90 %	3,80 %	3,50 %	3,50 %
Taux d'actualisation (charges d'intérêts) à la fin de l'exercice précédent	3,80 %	3,80 %	3,50 %	3,50 %
Taux d'augmentation de la rémunération ¹	1,90 %	s.o.	2,25 %	s.o.
Taux d'inflation	1,40 %	2,00 %	1,75 %	1,75 %
Durée moyenne pondérée (en années)	15	13	14	12

¹ Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 : taux de 1,40 % majoré d'une échelle liée à la productivité, au mérite et à l'avancement.

Aux fins de l'évaluation, le coût réel par personne des soins médicaux couverts a été utilisé pour 2019. Le taux de croissance du coût des soins médicaux est présumé s'établir à 5,28 % pour les quatre prochaines années, puis diminuer de manière linéaire pour se situer à 3,42 % d'ici 2040 et demeurer à ce niveau par la suite. Pour les soins dentaires, le coût réel par personne a été utilisé pour 2019. Le taux de croissance du coût des soins dentaires est présumé s'établir à 4,00 % pour les quatre prochaines années, puis diminuer de manière linéaire pour se situer à 3,57 % d'ici 2040 et demeurer à ce niveau par la suite.

Le tableau suivant indique dans quelle mesure des changements raisonnablement susceptibles de se produire dans chacune des principales hypothèses actuarielles auraient eu une incidence sur l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2019 :

	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Baisse de 0,25 % du taux d'actualisation à la fin de l'exercice	22 848 \$	1 149 \$
Hausse de 0,25 % du taux d'inflation	8 075 \$	– \$
Hausse de 1 % des taux tendanciels du coût des soins de santé	s.o. \$	2 212 \$

Les coûts nets des régimes d'avantages présentés dans les états du résultat net et du résultat global incluent les composantes suivantes :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019		2018	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Coût des services rendus au cours de l'exercice ¹	2 974 \$	6 \$	4 313 \$	18 \$
Frais d'administration ¹	418	–	641	–
Économie sur coûts des services passés ²	–	(980)	(634)	(250)
Perte à la liquidation ²	–	–	1 639	–
Coût des services	3 392 \$	(974) \$	5 959 \$	(232) \$
Coût financier	19 939 \$	1 164 \$	20 249 \$	1 330 \$
Produits d'intérêts	(16 093)	–	(16 594)	–
Intérêts nets sur l'obligation nette au titre des prestations définies (note 21)	3 846 \$	1 164 \$	3 655 \$	1 330 \$
Coûts nets des régimes d'avantages comptabilisés dans l'état du résultat net	7 238 \$	190 \$	9 614 \$	1 098 \$
(Gains actuariels) pertes actuarielles comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global	(12 747) \$	2 933 \$	(6 391) \$	(5 070) \$
Total des (recouvrements) coûts nets des régimes d'avantages pour les régimes à prestations définies de Pages Jaunes (« PJ »)	(5 509) \$	3 123 \$	3 223 \$	(3 972) \$
Coûts nets des régimes d'avantages pour les régimes à cotisations définies de PJ ¹	2 792	–	3 887	–
Total des (recouvrements) coûts nets des régimes d'avantages	(2 717) \$	3 123 \$	7 110 \$	(3 972) \$

¹ Compris dans les coûts d'exploitation.

² Comprise dans les frais de restructuration et autres charges.

En raison des réductions de la main-d'œuvre au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le nombre d'employés couverts par les régimes de retraite a diminué, et ces restructurations ont donné lieu à une économie sur coûts des services passés au 30 novembre 2018, au 31 mai 2018 et au 16 janvier 2018. Les actifs distribués à la liquidation et l'obligation au titre des prestations définies éteinte à la liquidation, qui s'élèvent à 20,3 M\$ et à 18,7 M\$, respectivement, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 correspondent à la valeur des rentes versée à même les actifs du régime et à l'obligation comptabilisée pour les participants licenciés dans le cadre des restructurations précédentes. La différence entre ces deux montants représente la perte à la liquidation de 1,6 M\$ comptabilisée en 2018. Aucune réduction importante de la main-d'œuvre n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

En ce qui concerne le régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite, l'annonce du 16 mai 2019 concernant l'élimination des primes du Régime d'assurance médicale de la Colombie-Britannique a donné lieu à une économie sur coûts des services passés de 1,0 M\$ en 2019.

Les actifs des régimes se composent principalement de titres canadiens et étrangers, d'obligations de gouvernements et de sociétés, de débiteures et de prêts hypothécaires garantis. Les actifs des régimes sont détenus en fiducie et leur répartition se présentait comme suit aux 31 décembre 2019 et 2018 :

(en pourcentage – %)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Juste valeur des actifs des régimes:		
Parts de fonds de placement		
Fonds d'actions canadiennes	7,5	8,0
Fonds d'actions mondiales	30,0	33,0
Fonds d'actions de marchés émergents	12,5	14,5
Fonds à revenu fixe canadiens	44,5	44,5
Fonds immobiliers	4,0	–
Fonds de capital-investissement	0,5	–
Fonds liés aux infrastructures	0,5	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,5	–

Aux 31 décembre 2019 et 2018, les titres de participation cotés en bourse n'incluaient pas directement d'actions de Pages Jaunes Limitée.

Les paiements en trésorerie versés par Pages Jaunes Limitée au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 10,2 M\$ en 2019 (2018 – 14,5 M\$). Les paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devraient s'élever à environ 9,6 M\$ en 2020.

La politique de capitalisation de Pages Jaunes Limitée consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Pages Jaunes Limitée a la responsabilité de capitaliser adéquatement ses régimes. Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles concernant le rendement futur des placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs.

Pages Jaunes Limitée a également comptabilisé une charge au titre des régimes de retraite provinciaux et fédéral et des régimes d'États de 3,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (2018 – 5,7 M\$).

Au 31 décembre 2019, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé un solde cumulé de 50,6 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 16,2 M\$ au titre des pertes actuarielles dans les autres éléments du résultat global.

14. Billets garantis de premier rang

Le tableau suivant présente l'évolution des billets garantis de premier rang.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Billets garantis de premier rang, solde d'ouverture	167 489 \$	308 898 \$
Remboursement des billets garantis de premier rang	(170 231)	(144 769)
Désactualisation des escomptes pour l'exercice ¹	2 742	3 360
Billets garantis de premier rang, solde de clôture	– \$	167 489 \$

¹ Variation de la désactualisation non comptabilisée pour les exercices clos le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018, respectivement.

Les billets garantis de premier rang comprennent les éléments suivants :

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Montant en capital des billets garantis de premier rang (à l'échéance, le 1 ^{er} novembre 2022)	– \$	170 231 \$
Moins la désactualisation non comptabilisée	–	2 742
	– \$	167 489 \$
Moins la tranche courante ¹	–	90 000
Tranche non courante	– \$	77 489 \$

¹ La tranche courante des billets garantis de premier rang pourrait varier en vertu de la clause des flux de trésorerie excédentaires et de l'exigence du maintien d'un solde de trésorerie minimal le dernier jour de la période de rachat obligatoire, en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50,0 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022. La convention régissant l'emprunt garanti par des actifs a été modifiée le 18 novembre 2019 pour réduire le total des engagements, qui est passé de 50,0 M\$ à 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2019, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 1,5 fois et la Société avait des lettres de crédit de 3,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 21,6 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2019. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable.

La convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création de dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées et à leurs activités commerciales.

Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale entièrement détenue Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315,0 M\$ (les « billets ») échéant le 1^{er} novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les billets portent intérêt à un taux de 10,00 % par année et sont payables à terme échu en versements semestriels le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie, et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année (ou le premier jour ouvrable suivant cette date), les billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20,0 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5:1. En 2019, la Société a effectué des paiements totaux de 100,7 M\$ pour le rachat obligatoire du capital des billets.

Rachat optionnel

Du 1^{er} novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société avait l'option de racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société avait l'option de racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1^{er} novembre 2020, la Société aura l'option de racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. En 2019, la Société a effectué des paiements totaux de 69,6 M\$ pour le rachat optionnel du capital des billets.

Avec les paiements de rachat obligatoire et de rachat optionnel effectués au cours de l'exercice, la Société a remboursé la totalité du solde impayé des billets au 31 décembre 2019.

15. Débentures échangeables

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Montant en capital des débentures échangeables (à l'échéance, le 1 ^{er} novembre 2022)	107 089 \$	107 089 \$
Moins les intérêts non comptabilisés	8 552	10 910
	98 537 \$	96 179 \$

Le tableau suivant présente l'évolution des débentures échangeables.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Débentures échangeables, solde d'ouverture	96 179 \$	94 067 \$
Désactualisation des intérêts pour la période ¹	2 358	2 112
Débentures échangeables, solde de clôture	98 537 \$	96 179 \$

¹ Variation des intérêts non comptabilisés pour les exercices clos le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018, respectivement.

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débentures échangeables subordonnées de premier rang (les « débentures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Aux 31 décembre 2019 et 2018, la valeur nominale des débentures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 31 décembre 2019, la valeur des débentures échangeables, moins les intérêts non comptabilisés, était de 98,5 M\$, comparativement à 96,2 M\$ au 31 décembre 2018.

Les intérêts sur les débentures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débentures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débentures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débentures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

L'acte de fiducie régissant les débentures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

L'acte de fiducie permet à la Société d'effectuer des paiements restreints, y compris des paiements de dividendes et des rachats d'actions ordinaires, d'un montant total maximal de 20,0 M\$ à compter de la date de l'acte de fiducie. À ce jour, la Société n'a effectué aucun paiement restreint depuis que l'acte de fiducie est entré en vigueur.

Au 31 décembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

Option d'échange

Les débentures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées. L'option de conversion était évaluée à 3,6 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$, à la date de l'émission et est comprise dans les capitaux propres. La composante passif est désactualisée, de sorte que le passif à l'échéance sera égal au capital, moins les échanges.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

L'option de rachat en trésorerie correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières.

Au 31 décembre 2019, la juste valeur était négligeable (31 décembre 2018 – néant).

16. Impôt sur le résultat

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi au Canada et de l'impôt sur le résultat inscrit.

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018
Bénéfice avant impôt sur le résultat	69 770 \$	52 009 \$
Taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada ¹	26,84 %	26,94 %
Charge (économie) d'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi	18 726 \$	14 011 \$
Augmentation (diminution) résultant des éléments suivants :		
Règlement de positions fiscales incertaines	–	(37 074)
Comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant	(44 241)	(8 512)
Charges non déductibles aux fins de l'impôt	616	492
Changement dans les estimations liées aux périodes antérieures	–	283
Économie d'impôt sur le résultat	(24 899) \$	(30 800) \$

¹ Le taux d'imposition combiné applicable prévu par la loi a diminué de 0,10 %, principalement en raison de la répartition provinciale des revenus gagnés et de la diminution des taux d'imposition prévus par la loi du Québec et de l'Alberta.

(L'économie) la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit :

	2019	2018
Exigible	– \$	2 348 \$
Différé(e)	(24 899)	(33 148)
	(24 899) \$	(30 800) \$

Les (actifs) passifs d'impôt différé relatifs aux éléments suivants s'établissent comme suit:

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobilisations corporelles et avantages incitatifs relatifs à un bail	Débiteures échangeables	Immobilisations incorporelles	(Actifs) passifs d'impôt différé, montant net
Solde au 31 décembre 2018	2 398 \$	(16 269) \$	– \$	(6 574) \$	– \$	– \$	3 043 \$	– \$	(17 402) \$
Charge (économie) inscrite dans l'état du résultat net	(3 391)	4 489	(710)	3 940	(8 613)	–	(670)	(19 944)	(24 899)
Charge incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	2 634	–	–	–	–	2 634
Autres	–	–	–	–	–	–	–	(60)	(60)
Solde au 31 décembre 2019	(993) \$	(11 780) \$	(710) \$	– \$	(8 613) \$	– \$	2 373 \$	(20 004) \$	(39 727) \$

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobilisations corporelles et avantages incitatifs relatifs à un bail	Débiteures échangeables	Immobilisations incorporelles	(Actifs) passifs d'impôt différé, montant net
Solde au 31 décembre 2017	3 732 \$	(5 504) \$	(3 164) \$	(41 490) \$	(10 850) \$	11 507 \$	3 610 \$	63 774 \$	21 615 \$
Acquisitions (cessions)	–	–	–	417	–	9	–	(7 692)	(7 266)
Charge (économie) inscrite dans l'état du résultat net	(1 334)	(10 765)	3 164	31 411	10 850	(11 516)	(567)	(54 391)	(33 148)
Charge incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	3 088	–	–	–	(21)	3 067
Autre	–	–	–	–	–	–	–	(1 670)	(1 670)
Solde au 31 décembre 2018	2 398 \$	(16 269) \$	– \$	(6 574) \$	– \$	– \$	3 043 \$	– \$	(17 402) \$

Au 31 décembre 2019, la Société et ses filiales n'avaient comptabilisé aucun actif d'impôt différé relativement à des pertes d'exploitation aux États-Unis de 204,7 M\$, venant à expiration progressivement entre 2028 et 2037, et pouvant être utilisées pour une durée indéfinie si elles ont été engagées après 2017, à des pertes en capital au Canada de 9,7 M\$ pouvant être utilisées pour une durée indéfinie et à des pertes en capital aux États-Unis de 5,2 M\$ venant à expiration en 2024.

Au 31 décembre 2019, la Société et ses filiales n'avaient pas comptabilisé les différences temporaires déductibles de 675,7 M\$ (2018 – 897,8 M\$).

17. Capital social

Actions ordinaires émises

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2018	28 075 308	4 031 685 \$
Échange de bons de souscription d'actions ordinaires	–	–
Solde au 31 décembre 2019	28 075 308	4 031 685 \$
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2017	28 075 306	4 031 685 \$
Échange de bons de souscription d'actions ordinaires	2	–
Solde au 31 décembre 2018	28 075 308	4 031 685 \$

Pages Jaunes est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires.

Les détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit d'exprimer une voix par action ordinaire à toutes les assemblées des actionnaires de la Société. Les détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit de recevoir les dividendes déclarés par le conseil d'administration de la Société sur les actions ordinaires. En cas de liquidation ou de dissolution, volontaire ou involontaire, de Pages Jaunes, les détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit de recevoir, après le paiement de tous les passifs de Pages Jaunes et sous réserve des droits privilégiés des catégories d'actions de Pages Jaunes prenant rang supérieur aux actions ordinaires de Pages Jaunes, les actifs et biens restants de Pages Jaunes.

Le nombre total d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée détenues par le fiduciaire aux fins de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP était de 1 511 649 au 31 décembre 2019 (se reporter à la note 19).

En vertu du régime d'options sur actions, le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options s'élève à 2 806 932 (se reporter à la note 19).

Bons de souscription

Le 20 décembre 2012, la Société a émis 2 995 506 bons de souscription d'actions ordinaires (les « bons de souscription »).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, deux bons de souscription ont été exercés contre deux actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée. La Société avait un total de 2 995 484 bons de souscription en circulation aux 31 décembre 2019 et 2018.

Chaque bon de souscription est transférable et confère à son détenteur le droit d'acheter une nouvelle action ordinaire de Pages Jaunes Limitée, à un prix d'exercice de 28,16 \$ par bon de souscription payable en trésorerie, en tout temps d'ici le 20 décembre 2022 inclusivement. La juste valeur des bons de souscription au 20 décembre 2012 s'établissait à 1,5 M\$.

La juste valeur des bons de souscription a été calculée au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options, en se fondant sur les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	2,27 %
Durée de vie prévue	10 ans
Date d'expiration	20 décembre 2022
Volatilité attendue	33,5 %

Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions utilisé dans le calcul du bénéfice par action par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action de même que le bénéfice net utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action par rapport au bénéfice net ajusté au titre de l'effet dilutif.

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action	26 523 234	26 423 158
Effet dilutif des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées à la performance	378 942	588 566
Effet dilutif des débetures échangeables	5 624 422	5 624 422
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action¹	32 526 598	32 636 146
Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Bénéfice net utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action	94 669 \$	82 809 \$
Incidence de la conversion présumée des débetures échangeables, déduction faite de l'impôt applicable	7 993	7 802
Bénéfice net utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action	102 662 \$	90 611 \$

¹ Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le bénéfice par action est diminué du nombre d'actions détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation du régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP »).

Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte d'un effet potentiellement dilutif des bons de souscription, ainsi que des options sur actions qui ne sont pas dans le cours, et ils n'ont par conséquent aucun effet dilutif.

18. Information sectorielle

À la suite des changements organisationnels apportés tout au long de l'exercice 2018, y compris la cession ou la liquidation de plusieurs sociétés liées, le principal décideur opérationnel a apporté des changements, au cours du premier trimestre de 2019, à la façon dont les activités sont examinées, la performance, évaluée, et les ressources, affectées. Les activités de la Société sont maintenant classées en deux secteurs à présenter, soit : PJ et Autre. Les chiffres comparatifs ont été retraités pour refléter les changements apportés aux secteurs à présenter.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Le secteur comprend aussi le service d'annuaire numérique 411.ca, qui aide les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles, qui a été intégré dans la filiale entièrement détenue de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, au 30 septembre 2019.

Le secteur Autre comprend PJ Resto, un média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne, jusqu'à sa vente, le 30 avril 2019. Ce secteur comprenait aussi Mediative jusqu'à sa liquidation, le 31 janvier 2019. Mediative offrait des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. Les activités des entreprises vendues en 2018 sont aussi comprises dans ce secteur jusqu'à leur date de cession respective, soit :

- Totem, qui offrait la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales jusqu'à ce que les activités soient vendues, le 31 mai 2018;
- Western Media Group, des revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien jusqu'à sa vente le 31 mai 2018.
- RedFlagDeals.com^{MC}, un fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018;
- DuProprio/ComFree (DPCF), qui offrait aux propriétaires de maison canadiens des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse, qui a été vendue le 6 juillet 2018;
- Pages Jaunes Immobilier, qui a été vendue le 23 juillet 2018;
- La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE Mobile, qui facilitaient l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les annonceurs jusqu'à sa vente le 31 décembre 2018.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation. Le président et chef de la direction est le principal décideur opérationnel et il utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges, moins les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, pour évaluer la performance de chaque secteur. Le principal décideur opérationnel examine également les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis, alors que dans le cas des produits tirés des médias et solutions numériques, une tranche de 99 % a été comptabilisée sur la durée du contrat, et une tranche de 1 % à un moment précis, comparativement à une tranche de 93 % des produits tirés des médias et solutions numériques qui a été comptabilisée sur la durée du contrat et à une tranche de 7 %, à un moment précis pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à la cession de sociétés liées tout au long de 2018, dont les produits tirés des médias et solutions numériques étaient comptabilisés à un moment précis.

Les tableaux qui suivent présentent l'information financière pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019				
	PJ	Autre	Éliminations intersectorielles	Pages Jaunes Limitée
Produits				
Médias numériques	298 762 \$	1 274 \$	– \$	300 036 \$
Médias imprimés	103 177	–	–	103 177
Total des produits	401 939	1 274	–	403 213
Coûts d'exploitation	240 925	943	–	241 868
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges	161 014 \$	331 \$	– \$	161 345 \$
Amortissements				39 109
Frais de restructuration et autres charges				12 499
Charges financières, montant net				39 600
Perte à la vente d'entreprises				367
Économie d'impôt sur le résultat				(24 899)
Bénéfice net				94 669 \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles	9 460 \$	278 \$	– \$	9 738 \$
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018				
	PJ	Autre	Éliminations intersectorielles	Pages Jaunes Limitée
Produits				
Médias numériques	357 705 \$	84 534 \$	(958) \$	441 281 \$
Médias imprimés	127 897	8 043	(26)	135 914
Total des produits	485 602	92 577	(984)	577 195
Coûts d'exploitation	300 576	85 038	(984)	384 630
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges	185 026 \$	7 539 \$	– \$	192 565 \$
Amortissements				76 094
Frais de restructuration et autres charges				15 862
Charges financières, montant net				54 729
Profit à la vente d'entreprises				(6 129)
Économie d'impôt sur le résultat				(30 800)
Bénéfice net				82 809 \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	9 556 \$	2 480 \$	– \$	12 036 \$

19. Régimes de rémunération fondée sur des actions

Les régimes de rémunération fondée sur des actions de Pages Jaunes Limitée se composent d'unités d'actions restreintes, d'unités d'actions liées à la performance, d'unités d'actions différées, d'options sur actions et de droits à l'appréciation d'actions.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance

Le 6 mai 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP ») afin de récompenser des employés et cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants »). À la suite de la mise en œuvre du régime d'UAR et d'UAP, Pages Jaunes Limitée a attribué aux participants un certain nombre d'unités d'actions restreintes (les « UAR ») et/ou d'unités d'actions liées à la performance (les « UAP »), le cas échéant, en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution. Les UAR sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps et leurs droits seront acquis lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP sont des attributions fondées sur la performance et leurs droits seront acquis lorsque le conseil d'administration confirmera que les cibles de performance précisées ont été atteintes, le cas échéant, et lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP pour lesquelles les cibles de performance n'auront pas été atteintes seront frappées de déchéance et seront annulées automatiquement. Le nombre d'UAP dont les droits sont acquis pourrait atteindre jusqu'à une fois et demie le nombre réel d'UAP attribuées si la performance réelle atteint le niveau maximal des cibles de performance.

Aux termes du régime d'UAR et d'UAP, si le régime d'UAR et d'UAP est capitalisé, les participants recevront, à l'acquisition des droits des UAR et des UAP, des actions ordinaires de la Société acquises sur le marché libre. Dans l'éventualité où le régime d'UAR et d'UAP ne serait pas capitalisé, Pages Jaunes Limitée paiera au participant un montant en trésorerie équivalant au nombre d'UAR ou d'UAP dont les droits ont été acquis.

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, aucune action ordinaire de Pages Jaunes Limitée n'a été achetée sur le marché libre de la TSX par le fiduciaire nommé en vertu du régime d'UAR et d'UAP en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP. Le nombre total d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP était de 1 511 649 au 31 décembre 2019.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des UAR et des UAP au cours des exercices clos les 31 décembre.

Nombre d'	2019		2018	
	UAR	UAP ¹	UAR	UAP ¹
En circulation au début de l'exercice	399 503	189 063	763 624	795 811
Attribuées	87 684	–	90 344	–
Païement supplémentaire lié à l'atteinte de cibles de performance ²	–	(49 774)	–	(59 339)
Réglées	(94 153)	–	(162 574)	(36 340)
Frappées de déchéance	(74 498)	(78 883)	(291 891)	(511 069)
En circulation à la fin de l'exercice	318 536	60 406	399 503	189 063
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle (années)	0,9	0,1	1,4	0,8

¹ Le nombre d'UAP en circulation représente un paiement de 100 %. De plus, le paiement éventuel supérieur à 100 % et pouvant atteindre au maximum 150 %, au titre de l'atteinte de certaines cibles de performance, se chiffrait à 30 186 actions ordinaires au 31 décembre 2019 (2018 – 94 514 actions ordinaires).

² La réduction est liée à l'échec de l'atteinte de certaines cibles de performance, ce qui s'est traduit par une réduction de 100 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (2018 – 62 %).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, une économie de 0,5 M\$ (2018 – une charge de 1,4 M\$) a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'UAR et d'UAP.

Régime d'unités d'actions différées

Le 12 juin 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD »). Le régime d'UAD a été modifié en octobre 2013 afin d'inclure la participation des employés admissibles désignés par le conseil d'administration. La Société doit, à sa discrétion, régler les unités d'actions différées (« UAD ») dont les droits sont acquis en trésorerie ou en actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée acquises sur le marché libre lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration ou qu'un employé admissible cesse d'occuper un emploi auprès de la Société.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des UAD au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2019		2018	
	Nombre d'UAD	Passif ¹	Nombre d'UAD	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	255 755	1 557 \$	332 245	2 793 \$
Attribuées ²	69 680	433	126 338	1 021
Frappées de déchéance	–	–	(34 451)	(303)
Réglées	–	–	(168 377)	(1 372)
Variation en raison de la fluctuation du cours de l'action	–	958	–	(582)
En circulation et avec droits acquis à la fin de l'exercice	325 435	2 948 \$	255 755	1 557 \$

¹ Le passif lié au régime d'UAD a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation du cours de l'action sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le passif lié aux UAD attribuées représente la tranche dont les droits étaient acquis aux 31 décembre.

Options sur actions

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes Limitée, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés de Pages Jaunes Limitée qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes Limitée pendant la transformation de ses activités, ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions. Le 11 mai 2018, une modification au régime d'options sur actions a été approuvée, ce qui s'est traduit par l'augmentation du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932.

Les options sur actions attribuées payables en trésorerie si certaines conditions sont remplies sont présentées à titre de passif.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des options sur actions présentées à titre de passif au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2019		2018	
	Nombre d'options	Passif ¹	Nombre d'options	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	701 875	365 \$	701 875	194 \$
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur et de l'acquisition des droits	–	713	–	171
En circulation à la fin de l'exercice	701 875	1 078 \$	701 875	365 \$
Droits acquis à la fin de l'exercice	545 903	1 078 \$	311 944	365 \$

¹ Le passif lié aux options sur actions a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux options dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution de l'ensemble des options sur actions dans le cadre du régime d'options sur actions au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2019		2018	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option
En circulation au début de l'exercice	1 347 052	8,39 \$	1 024 550	10,11 \$
Attribuées	884 784	5,86 \$	801 202	7,70 \$
Frappées de déchéance	(248 734)	9,61 \$	(478 700)	10,91 \$
En circulation à la fin de l'exercice	1 983 102	7,11 \$	1 347 052	8,39 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	–	– \$	60 425	18,22 \$

Le tableau qui suit présente des renseignements supplémentaires à l'égard du régime d'options sur actions de Pages Jaunes Limitée aux 31 décembre.

	2019		2018	
Prix d'exercice	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle
5,86 \$	762 777	3,2	–	–
7,61 \$	495 256	2,1	550 588	3,1
7,97 \$	701 875	0,7	701 875	1,7
10,12 \$	–	–	11 375	1,3
10,47 \$	19 869	2,6	25 239	3,6
16,44 \$	–	–	13 525	3,2
17,83 \$	3 325	3,2	17 050	4,2
19,61 \$	–	–	7 700	2,5
20,33 \$	–	–	4 900	2,4
24,65 \$	–	–	14 800	2,2
En circulation à la fin de l'exercice	1 983 102	2,0	1 347 052	2,4
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	–	–	60 425	2,6

La valeur des options sur actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité attendue est déterminée en fonction de la volatilité implicite du cours actuel du marché des bons de souscription en circulation de la Société. Le tableau qui suit présente les principales données dont le modèle tient compte pour les exercices clos les 31 décembre.

	2019	2018
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	5,86 \$	7,68 \$
Prix d'exercice	5,86 \$	7,70 \$
Volatilité attendue	61,1 %	43,2 %
Durée de vie des options	4 ans	4 ans
Taux d'intérêt sans risque	2,18 %	2,41 %
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	3,2 ans	3,2 ans

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, une charge de 1,9 M\$ (2018 – 0,6 M\$) a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'options sur actions, pour les options réglées en trésorerie et les options réglées en instruments de capitaux propres.

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le 15 septembre 2017, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime de droits à l'appréciation d'actions dans le but d'offrir une rémunération incitative aux employés et aux cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants ») qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise et de mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Les droits à l'appréciation d'actions sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps, et leurs droits seront acquis à une date déterminée par le conseil d'administration si les participants sont toujours à l'emploi de la Société. En vertu des modalités du régime de droits à l'appréciation d'actions, les participants recevront, au moment de l'acquisition des droits à l'appréciation d'actions, un paiement en trésorerie correspondant à l'excédent de la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'acquisition des droits sur la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'attribution.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des droits à l'appréciation d'actions au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2019		2018	
	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif ¹	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif ¹
En circulation au début de la période	701 875	365 \$	701 875	194 \$
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur et de l'acquisition des droits	–	713	–	171
En circulation à la fin de la période	701 875	1 078 \$	701 875	365 \$
Droits acquis à la fin de la période	545 903	1 078 \$	311 944	365 \$

¹ Le passif lié au régime de droits à l'appréciation d'actions a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

La valeur des droits à l'appréciation d'actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité attendue est déterminée en fonction de la volatilité implicite du cours actuel du marché des bons de souscription en circulation de la Société. Le tableau qui suit présente les principales données dont le modèle tient compte aux 31 décembre :

	2019	2018
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	9,12 \$	9,12 \$
Prix d'exercice	7,97 \$	7,97 \$
Volatilité attendue	41,0 %	41,0 %
Durée de vie des droits à l'appréciation d'actions	3 ans	3 ans
Taux d'intérêt sans risque	2,04 %	2,04 %
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	0,7 ans	1,7 ans

20. Coûts d'exploitation

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Salaires, commissions et avantages	112 965 \$	181 808 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ¹	73 738	112 365
Autres biens et services ²	18 085	37 592
Systèmes d'information	26 027	37 494
Réévaluation des pertes de crédit attendues, déduction faite du recouvrement (note 24)	11 053	15 371
	241 868 \$	384 630 \$

¹ Les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement et logistique ont trait aux coûts liés aux fournisseurs externes pour la production et la distribution de nos produits imprimés et en ligne.

² Le poste Autres biens et services comprend les coûts de promotion et de publicité, l'immobilier, les services de bureau, les services de consultation incluant les frais liés aux contractants et les honoraires.

21. Charges financières, montant net

Les principales composantes des charges financières s'établissent comme suit:

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Intérêts sur les billets garantis de premier rang et les débentures échangeables	24 661 \$	42 963 \$
Amortissement des coûts de financement	6 013	1 617
Prime sur le prix de rachat optionnel sur les billets garantis de premier rang	1 091	–
Intérêts sur les obligations liées à un contrat de location, déduction faite des produits d'intérêts sur investissement dans des contrats de sous-location	3 217	6 193
Intérêts nets sur les obligations au titre des prestations définies	5 010	4 985
Autres, montant net	(392)	(1 029)
	39 600 \$	54 729 \$

22. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les transactions sans effet sur la trésorerie :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs	– \$	253 \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles incluses dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs	467 \$	690 \$

23. Engagements et éventualités

a) Au 31 décembre 2019, Pages Jaunes Limitée avait des engagements en vertu d'obligations contractuelles visant des achats et services pour des dépenses d'exploitation et d'investissement aux termes desquels le total des paiements ainsi que ceux à verser au cours des cinq prochaines années et par la suite s'établissent comme suit :

	Total des engagements
2020	23 703 \$
2021	17 658
2022	12 768
2023	8 791
2024	6 334
Par la suite	48 689
	117 943 \$

b) Pages Jaunes Limitée a conclu trois contrats de services de facturation et de recouvrement. Le contrat avec Bell vient à expiration le 31 décembre 2020 et le contrat avec Norouestel Inc., une société liée de Bell, vient à expiration le 29 novembre 2032. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031.

En vertu de conventions de publication conclues avec Bell et TELUS, Pages Jaunes Limitée produit des annuaires téléphoniques d'inscriptions alphabétiques pour chacune de ces sociétés afin de leur permettre de respecter leurs obligations en matière de réglementation.

La Société a également conclu plusieurs autres conventions avec Bell et TELUS concernant l'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et l'utilisation de marques de commerce pour la publication d'annuaires. Si la Société manque de façon importante à ses obligations en vertu des conventions de publication susmentionnées et que, par conséquent, ces conventions de publication sont résiliées conformément à leurs modalités, ces autres licences d'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et d'utilisation de marques de commerce de Bell et de TELUS, selon le cas, pourront également être résiliées. Ces autres conventions conclues avec Bell et TELUS prendront fin entre 2031 et 2037.

c) Pages Jaunes Limitée a conclu des ententes d'impression d'annuaires avec ses imprimeurs visant l'impression, la reliure et la livraison d'annuaires alphabétiques, classés et combinés ainsi que d'autres publications. Elle a aussi conclu des ententes de distribution.

d) Pages Jaunes Limitée fait l'objet de diverses réclamations et poursuites qui ont été engagées contre elle dans le cours normal des activités. Des provisions au titre de certaines de ces réclamations sont comptabilisées et incluses dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs et dans les provisions selon la meilleure estimation de la direction quant à leur issue éventuelle. La direction ne s'attend pas à ce que le règlement de ces questions en attente ou en cours ait une incidence négative importante sur la situation financière, sur la performance financière ni sur les flux de trésorerie de Pages Jaunes Limitée.

24. Gestion des risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit découle principalement de l'incapacité éventuelle d'un client ou d'une contrepartie à un instrument financier de satisfaire à ses obligations contractuelles. Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de crédit relativement à la trésorerie, aux créances clients et à l'investissement dans des contrats de sous-location. La valeur comptable des actifs financiers constitue l'exposition maximale de Pages Jaunes Limitée.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est réduit de façon importante en confiant ces actifs financiers à des contreparties solvables. La situation des contreparties est examinée de façon continue pour évaluer tout changement.

L'octroi de crédit à des clients par Pages Jaunes Limitée nécessite du jugement. Pages Jaunes Limitée a mis en place des contrôles internes visant à atténuer le risque de crédit, y compris une politique de crédit officielle gérée par son service du crédit. Les nouveaux clients, les clients qui augmentent leurs dépenses liées à la publicité selon un certain niveau et les clients qui ne respectent pas les conditions de paiement sont soumis à un processus particulier d'examen et d'approbation.

Pages Jaunes Limitée est d'avis que son exposition à une concentration du crédit relatif aux créances clients est limitée en raison de sa clientèle diversifiée et nombreuse, dont les activités sont réparties dans plusieurs secteurs et régions. Aucun client ne représente à lui seul 10 % ou plus des produits, et aucune créance client associée à un client donné n'excède 10 % du solde total des créances clients à aucun moment au cours de l'exercice.

Bell et TELUS fournissent à Pages Jaunes Limitée des services de recouvrement auprès des clients relativement aux annonceurs qui sont aussi leurs clients. Ainsi, ils reçoivent des sommes de clients pour le compte de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée assume le risque lié au recouvrement final de ces créances.

Les composantes des créances clients et autres débiteurs s'établissent comme suit :

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Courant	58 309 \$	85 331 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	12 400	21 975
En souffrance depuis plus de 180 jours	7 876	11 238
Créances clients	78 585 \$	118 544 \$
Autres débiteurs¹	8 665 \$	13 990 \$
Créances clients et autres débiteurs	87 250 \$	132 534 \$

¹ Les autres débiteurs au 31 décembre 2019 comprennent un prêt lié à un contrat à terme de gré à gré. Les autres débiteurs au 31 décembre 2018 comprennent un prêt lié à un contrat à terme de gré à gré et des produits à recevoir liés à JUICE et à Mediative.

Le tableau suivant présente de l'information sur l'exposition au risque de crédit et à la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients (y compris les actifs sur contrat).

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019			2018		
	Taux de pertes de crédit attendues	Valeur comptable brute ¹	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Taux de pertes de crédit attendues	Valeur comptable brute ¹	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues
Courant	4,4 %	61 006 \$	2 697 \$	3,1 %	88 100 \$	2 769 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	21,8 %	15 856	3 456	16,2 %	26 211	4 236
En souffrance depuis plus de 180 jours	59,2 %	19 303	11 427	54,6 %	24 771	13 533
Total		96 165 \$	17 580 \$		139 082 \$	20 538 \$

¹ La valeur comptable brute est présentée déduction faite de la correction de valeur pour ajustements des produits.

Le tableau suivant présente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues qui a été comptabilisée à l'égard des créances clients (y compris les actifs sur contrat).

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Solde au début de l'exercice	20 538 \$	21 664 \$
Réévaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, déduction faite du recouvrement (créances douteuses)	11 053	15 371
Montants radiés	(14 011)	(16 497)
Solde à la fin de l'exercice	17 580 \$	20 538 \$

Pages Jaunes Limitée estime la correction de valeur pour pertes sur les créances liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location à la fin de la période de présentation de l'information financière à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Aucune des créances liées à l'investissement net

dans des contrats de sous-location n'était en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et, compte tenu de l'historique des taux de défaillance et des perspectives d'avenir des secteurs dans lesquels les preneurs exercent leurs activités ainsi que de la valeur des garanties détenues à l'égard des créances liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location, les pertes de crédit attendues liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location sont négligeables.

i) Risque de taux d'intérêt

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de taux d'intérêt découlant des fluctuations des taux sur son emprunt garanti par des actifs, dont les taux se fondent généralement sur le taux préférentiel ou le taux des acceptations bancaires canadiennes. Pages Jaunes Limitée n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés sur les flux de trésorerie excédentaires tout en maintenant le niveau de liquidités nécessaire pour exercer ses activités quotidiennes.

Pages Jaunes Limitée peut également être exposée aux fluctuations des taux d'intérêt à long terme liés au refinancement des dettes à leur échéance. Le taux d'intérêt sur les nouvelles émissions de titres d'emprunt à long terme sera établi selon le taux en vigueur au moment du refinancement et dépendra également de la teneur des nouveaux titres d'emprunt émis. Aucune échéance à venir ne nécessitera un refinancement. Les variations des taux d'intérêt auront également une incidence sur la juste valeur des flux de trésorerie futurs liés à l'emprunt à taux fixe de Pages Jaunes Limitée. Comme les taux d'intérêt sur les débentures échangeables sont fixes, la Société n'est exposée à aucun risque de fluctuation des taux d'intérêt.

ii) Risque de change

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de change lié à diverses transactions libellées en diverses devises, lesquelles ne sont pas significatives. Le risque de change sur les opérations découle principalement de transactions commerciales libellées dans une monnaie qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle de Pages Jaunes Limitée prenant part à la transaction. Pages Jaunes Limitée est exposée aux fluctuations du dollar américain. L'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de un point du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur le résultat net exposé aux fluctuations du dollar américain est négligeable. Les dépenses de la Société, déduction faite des produits, libellées en dollars américains ont été d'approximativement 9,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (2018 – 14,7 M\$). Au 31 décembre 2019, il n'y avait aucun contrat de change en cours.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Pages Jaunes Limitée ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance.

Pages Jaunes Limitée gère ce risque en maintenant des projections de trésorerie détaillées et des plans stratégiques et opérationnels à long terme. La gestion des liquidités exige un suivi constant des entrées et sorties de fonds prévues, et la Société assure ce suivi en établissant des projections détaillées de sa situation de trésorerie afin de s'assurer que sa trésorerie est utilisée de façon adéquate et efficiente.

La Société prévoit respecter ses obligations financières grâce à la trésorerie générée à l'interne et aux fonds en caisse.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des actifs et des passifs financiers et des montants en capital connexes.

	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2019			
	Total	1 an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans
Passifs financiers non dérivés				
Débentures échangeables ¹	107 089 \$	– \$	107 089 \$	– \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	33 662	33 662	–	–
Provisions	28 220	26 644	1 535	41
Total, montant net	168 971 \$	60 306 \$	108 624 \$	41 \$

¹ Montant en capital.

Hiérarchie des justes valeurs

Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 – données d'entrée correspondant à des prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques.
- Niveau 2 – données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas basées sur des données observables de marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables de marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

La juste valeur représente le montant qui aurait été reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée entre des intervenants du marché.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a investi 5,4 M\$ dans Melian Labs, Inc., qui exploite une plateforme de commerce tout-en-un appelée MyTime qui inclut la prise de rendez-vous en ligne, le marketing automatisé, les points de vente, ainsi que les analyses de valeur et de rentabilité pour les entreprises locales. Au cours du premier trimestre de 2018, ce placement a été réduit à sa valeur de réalisation attendue au titre de la variation nette de la JVAERG, à la suite de la décision de la direction de ne plus investir dans cette entreprise et d'abandonner toutes ses participations.

La juste valeur des débetures échangeables est évaluée en fonction des cours du marché à la date de l'état de la situation financière. La Société n'a pas adopté la comptabilité de couverture au cours de la période.

Le tableau suivant présente les valeurs comptables ainsi que les justes valeurs des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019. La juste valeur de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions, des créances clients et autres débiteurs et des dettes fournisseurs et autres créditeurs n'est pas incluse, puisque leur valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme. La juste valeur de l'investissement net dans des contrats de sous-location n'est pas incluse dans le tableau ci-dessous puisque la conjoncture économique, qui aurait pu avoir une incidence sur la juste valeur, n'a pas changé de manière importante. Par conséquent, la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur au 31 décembre 2019.

	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur
Débetures échangeables	1	98 537 \$	109 231 \$

25. Informations à fournir concernant le capital

L'objectif de Pages Jaunes Limitée en matière de gestion du capital est de garantir des liquidités suffisantes pour s'acquitter des obligations financières et satisfaire aux exigences en matière d'investissements. L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de réduire la dette et les charges d'intérêts connexes, ce qui améliorera sa flexibilité financière et soutiendra la mise en œuvre de ses objectifs stratégiques.

Pages Jaunes Limitée assure un suivi de sa structure du capital et y apporte des ajustements en fonction des objectifs susmentionnés par suite de changements qui touchent la conjoncture économique et en fonction des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents et des besoins en fonds de roulement de la Société.

Afin de mesurer son effet de levier financier, Pages Jaunes Limitée a principalement recours au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois³. Pages Jaunes Limitée a aussi recours à d'autres mesures financières pour surveiller son effet de levier financier, notamment le ratio de couverture des charges fixes et le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale.

Le capital de Pages Jaunes Limitée comprend la dette nette, les débetures échangeables ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée, répartis de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	44 408 \$	81 452 \$
Billets garantis de premier rang ¹ (note 14)	– \$	167 489 \$
Débetures échangeables ² (note 15)	98 537	96 179
Obligations liées à des contrats de location (note 8)	57 885	75 320
Total de la dette	156 422 \$	338 988 \$
Insuffisance	(16 660)	(119 164)
Capitalisation totale	139 762 \$	219 824 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur la capitalisation totale	80,1 %	117,2 %
Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
BAIIA ajusté des douze derniers mois ³	161 345 \$	192 565 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois ³	0,7	1,3

¹ Représente le montant en capital moins la désactualisation non comptabilisée des billets garantis de premier rang.

² Représente le montant en capital moins les intérêts non comptabilisés sur les débetures échangeables.

³ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse.

26. Garanties

Dans le cours normal de ses activités, Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui sont monnaie courante dans l'industrie et qui prévoient une indemnisation et des garanties à des contreparties dans le cadre de transactions liées à l'acquisition d'entreprises, à la cession d'entreprises et à la vente d'actifs. Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui comprennent des engagements d'indemnisation à l'intention de certains de ses administrateurs et cadres supérieurs qui visent à les indemniser des frais (y compris des frais juridiques), des jugements, des amendes et de tout montant réellement et raisonnablement engagé par eux relativement à toute poursuite en justice, à tout procès ou à toute instance judiciaire dont les administrateurs et/ou cadres supérieurs pourraient faire l'objet en raison de l'exécution de leur mandat, s'ils ont agi de façon honnête, de bonne foi et dans l'intérêt de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée a souscrit une assurance responsabilité, dont elle est le bénéficiaire, à l'intention des administrateurs et des cadres supérieurs. Aux 31 décembre 2019 et 2018, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière relativement à ces engagements d'indemnisation.

La nature de ces garanties empêche Pages Jaunes Limitée d'effectuer une estimation raisonnable du montant maximal éventuel qu'elle pourrait devoir verser aux contreparties.

27. Liste des filiales

	Activité principale	Pourcentage de participation	
		Aux 31 décembre	
		2019	2018
Canada			
Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques et imprimés	100 %	100 %
411 Local Search Corp. ¹	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques	100 %	100 %
Solutions YP Dine Limitée ²	Fournisseur de guides numériques de restaurants locaux	100 %	100 %
Bookenda Limitée ²	Fournisseur d'un système de gestion de réservations	100 %	100 %
États-Unis			
YPG (USA) Holdings, Inc.	Société de portefeuille	100 %	100 %
Yellow Pages Digital & Media Solutions, LLC	Fournisseur de services de soutien opérationnel	100 %	100 %

¹ Avec prise d'effet le 30 septembre 2019, 411 Local Search Corp. a été liquidée dans Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

² Le 31 décembre 2019, Solutions YP Dine Limitée et 4400348 Canada Inc. (« Bookenda Limitée ») ont été liquidées dans Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

28. Informations à fournir concernant les parties liées

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de Pages Jaunes Limitée sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la planification, à la direction et au contrôle des activités de la Société. Les personnes considérées comme les principaux dirigeants sont les membres de l'équipe de la haute direction et les membres du conseil d'administration de Pages Jaunes Limitée.

La charge de la rémunération totale pour les principaux dirigeants et la composition de celle-ci s'établissent comme suit:

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Salaires, honoraires et autres avantages du personnel à court terme	6 380 \$	6 621 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	111	63
Rémunération fondée sur des actions	2 079	2 177
Indemnités de cessation d'emploi	841	–
	9 411 \$	8 861 \$

Équipe de direction

David A. Eckert

Président et chef de la direction

John R. Ireland

Premier vice-président, Efficacité organisationnelle

Franco Sciannamblo

Premier vice-président et chef de la direction financière

Sherilyn King

Vice-présidente des ventes et du service à la clientèle

Treena Cooper

Vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale

Conseil d'administration

Susan Kudzman

Administrateur et président du conseil

David A. Eckert

Administrateur
Président et chef de la direction

Craig Forman

Administrateur
Président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination

Robert Hall

Administrateur
Président du comité d'audit

Donald H. Morrison

Administrateur

Kalpana Raina

Administrateur

Paul W. Russo

Administrateur
Président du comité des ressources humaines et de rémunération

Siège social

1751, rue Richardson
Montréal (Québec) H3K 1G6

Relations avec les investisseurs

Téléphone : 1 877 956-2003
Courriel : ir.info@pj.ca

Auditeur

Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.

Symboles TSX

Y	Actions ordinaires
YPG.DB	Débitures échangeables non garanties subordonnées de premier rang
Y.WT	Bons de souscription

Agent des transferts

Société de fiducie AST
2001, boul. Robert-Bourassa, bureau 1600
Montréal (Québec) H3A 2A6
Téléphone : 1 800 387-0825
Courriel : inquiries@canstockta.com

Pour de plus amples renseignements sur Pages Jaunes Limitée, visitez notre site Web à entreprise.pj.ca.



entreprise.pj.ca

